

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 16 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 29 avril - 6 mai 2020

DISCOURS SUR LA PANDÉMIE DU COVID-19 La crédibilité de Jovenel Moïse mise à l'épreuve...

Par Léo Joseph

Même à l'époque du COVID-19, quand les dirigeants des pays du monde interviennent quotidiennement pour mettre leurs peuples à jour sur l'évolution du fléau, Jovenel Moïse reste, la plupart du temps, calfeutré au Palais national ou dans sa résidence privée. Quand il parle à la nation, il fait rarement bonne recette. En défi-

cit de crédibilité, ses discours à la nation n'attirent généralement pas grand monde, car peu de gens ajoute foi à ce qu'il dit. Son intervention, lundi soir (27 avril) n'a pas été différente. Et pour cause !

En effet, son allocution entière a porté presque exclusivement sur la pandémie du coronavirus. Après avoir évoqué les strictes mesures sanitaires qu'il a prises,

au mois de mars dernier, dans le cadre de la lutte pour empêcher la propagation du fléau, il est entré de plein pied dans les détails. Il dit regretter l'aspect contraignant de ces dispositions et leur impact négatif sur les personnes et les familles, précisant qu'il ne prend aucun plaisir à mettre en application de telles dispositions. Il les a adoptées, dit-il, pour le bien-être de la collectivité. Il a déclaré

regretter le fait de la fermeture de presque toutes les entreprises du pays. Car, a-t-il expliqué, quand les hôtels, les restaurants ou encore les boîtes de nuit ferment leurs portes la vie semble s'ar-

La transparence dans les dépenses publiques

Plus loin dans son discours, le président Moïse a abordé un

LA PANDÉMIE DU COVIC-18 ET LES DILAPIDATEURS DU FONDS PETROCARIBE Jovenel Moïse et ses alliés coincés sur tous les fronts



Jovenel Moïse, commence-t-il à être moins populaire que son Premier ministre.



Le Premier ministre de facto Joseph Joute.

Par Léo Joseph

Avant que la justice immanente rattrape les dilapidateurs du fonds PetroCaribe, ils commencent tous à trembler, collectivement ou individuellement, car ne sachant pas ce que leur réserve le futur, par l'entremise du COVID-19, ne sachant pas pendant combien de temps encore ils continueront à couvrir les milliards de dollars qu'ils ont détournés. En attendant, Jovenel Moïse, que le sort a placé au Palais national, en tant que successeur de Miche Martelly, coincé économique-

Suite en page 2



Jovenel Moïse ambitionne d'oeuvrer dans la transparence.

rêter, le public reste à la maison, les acheteurs ne fréquentent pas les magasins et les bureaux n'attirent pas les clients

comportement qui attire sur lui bien des critiques : sa gestion des affaires de l'Etat dans l'opacité

Suite en page 4

HAPPENINGS!

In the era of COVID-19, there's no friendship, affecting long-term relations



Dr Laude Adrien.

The landing in Port-au-Prince last Thursday, April 23, of a special flight from the U.S. with 125 Haitian deportees onboard, including 49 children, dominates and will continue to dominate the conversation for some time, due to



Dr William Pape.

implications of COVID-19. That's the second batch of deportees to Haiti within the month of April. And unless there's a change in the U.S. deportation policy, the American

Continued on page 7

The real cost of the Stimulus Bill BALDWING, L.I., NY. April 27, 2020

By Hadley Benoit*

The current narrative being put out is that we've been blindsided by a virus coming out of China. A virus that may have occurred naturally or created in a lab and released through some kind of error, accident or weaponized for this specific purpose. History, on the other hand, tells that we shouldn't have been blindsided by this because previous administrations had been preparing for, and expecting something of the

sorts for over a decade. Yet, our economy was shuttered overnight. All have been summoned to stay home and practice "social distancing," while the virus runs its course. A course during which millions are being infected and thousands killed.

To address a halted economy, with unemployment numbers unseen since the Great Depression, the U.S. Government, so far, has initiated three rounds of economic stimulus totaling nearly \$3 trillion. A 4th round of stim-

ulus is currently being debated with proposed mandates, including a \$2,000 per month payment to all Americans for up to 12 months, and mortgage and rent "forgiveness" for up to 12 months. If passed, without amendments, this 4th round of stimulus will come at a cost of nearly \$5 trillion. Added to the previous three rounds, this would amount to \$8 trillion of government stimulus spending compared to \$3.5 trillion of federal

Continued on page 7

LA PANDÉMIE DU COVIC-18 ET LES DILAPIDATEURS DU FONDS PETROCARIBE

Jovenel Moïse et ses alliés coincés sur tous les fronts

Suite de la page 1

ment, ne sait à quel saint se vouer, car le fauteuil présidentiel est devenu super-chaud, le mettant inexorablement sur la sellette.

Si le président haïtien, dont le rôle dans le pillage de USD 4,2 milliards de \$ provenant de la vente du pétrole vénézuélien sur le marché national, a été révélé par l'audit de la Cour supérieure

tionnaires ayant fait aussi partie des administrations de René Prével et de Jocelerme Privert.

Tous les gens qui ont intégré ces derniers gouvernements font partie du « club des millionnaires », alors que ces dirigeants, comme on ne cesse de le répéter, n'ont construit un seul hôpital ou école, ni aucune infrastructure. Avec l'arrivée du coronavirus, ils commencent tous à comprendre qu'ils risquent d'être pris pour cibles par la population voulant

la communauté internationale se montre très avare à l'égard de Jovenel Moïse et le régime PHTKiste. Confrontés à cette dangereuse réalité, celui-ci et son équipe ont eu recours à la politique qui consiste à « déshabiller Pierre pour habiller Paul ». Dès lors, l'équipe au pouvoir s'est mise à rogner le budget national, détournant des centaines de millions de dollars des allocations des différents départements ministériels et d'autres secteurs de l'administration publique à des fins personnelles.

L'État haïtien, débiteur des salariés

Privé des millions retirés du Fonds PetroCaribe pour payer les salaires dus aux employés de la fonction publique sur plusieurs mois, Jovenel Moïse, et ses collaborateurs font de l'État le débiteur des salariés. C'est la principale source de la grogne populaire à laquelle se trouve confronté Nèg Bannann nan. Voilà pourquoi, à l'époque du coronavirus, des manifestations se déroulent un peu partout à travers le pays.

En effet, les promotions 29 et 30 de la Police nationale menacent de descendre dans la rue pour exiger le paiement de plusieurs années d'arriérés de salaire. Au fait, il y en a qui se sont mobilisés, en dépit de la consigne de confinement à domicile et la distanciation sociale ordonnée par les autorités sanitaires. On signale que des dizaines de policiers « Fantômes 509 » ont mani-

festé dans les rues, le lundi 27 avril, prenant surtout pour cible l'immeuble de l'ONA, sur la route de Delmas. Aussi bien le min-

lue une question d'identité de certains membres de l'institution policière avant d'être faits.

Cette intervention du chef de



Des véhicules incendiés par des policiers de Fantômes 509 manifestant à Port-au-Prince.

des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA), ses complices dans ce méga vol de deniers public commencent à avoir la mort dans l'âme. Puisque les péripéties politiques que connaissent Moïse, qui sont toutes liées au pillage du compte PetroCaribe, n'est que le début de ce qui attend l'actuel occupant du Palais national, son successeur ainsi que les autres hauts fonc-

se venger de ce qu'ils n'ont rien fait avec les USD 4,2 milliards \$ pour les protéger contre cette pandémie.

En effet, la source d'argent alimentée par le pétrole fourni par le Venezuela s'étant tarie, cet événement fâcheux a mis fin à la danse de millions favorisée par le fonds PetroCaribe. Ce qui a suscité un manque à gagner impossible à combler, à un moment où



Les policiers de Fantômes 509 manifestant sur la route de Delmas, lundi 27 avril 2020.

istère des Finances et des Affaires économiques dont ils ont renversé la barrière. Selon des rapports de presse, ils ont incendié plusieurs véhicules officiels et d'autres immatriculés «Service de l'État».

Il semble que le Premier ministre, Joseph Jouthe, ait immédiatement réagi à cette initiative des Fantômes 509. Car il a annoncé, lors d'une rencontre avec des journalistes, que plusieurs milliers de chèques ont été émis à l'ordre des policiers cherchant à se faire payer leurs arriérés de salaire. Il a précisé que d'autres chèques attendent que soit réso-

lution gouvernement ne semble pas faire l'unanimité auprès des policiers protestataires, dont certains affichent carrément leur scepticisme. Il y en a, en effet, qui disent attendre qu'ils reçoivent leurs chèques avant d'ajouter foi au message de M. Jouthe.

A noter que, dans le passé, les autorités du pays ont, à certaines occasions, manqué à leurs promesses. C'est surtout le cas du président Jovenel Moïse, qui ne possède même pas une once de crédibilité.

Il faut signaler, dans le même

Suite en page 3

DU NOUVEAU

PATRIOTIME

DU NOUVEAU

HORLOGES

\$35.00 (13 INCHES)

LE PRESTIGE HAÏTIEN DANS LA MARQUE DU TEMPS

Visitez notre website: www.patriotime.com

MONTRES

\$25.00 (10 INCHES)

PLACEZ UNE BATTERIE AA CHAQUE 2 ANS.

UN PAYS NE MEURT PAS.

Un travail de classe, prestigieux, au niveau international pour embellir l'image de notre pays.

Un héritage sacré à laisser à vos générations futures.

Une réalisation fière, excellente et bien pensée avec nos couleurs nationales pour tous les foyers et bureaux haïtiens.

D'AUTRES COULEURS SONT DISPONIBLES

PASSEZ NOUS VOIR OU ENVOYEZ VOTRE CHEQUE OU MONEY ORDER A:

PATRIOTIME

190-21B JAMAICA AVENUE

HOLLIS, NY 11423

(718) 400-TIME

(718) 400-8463

FREE SHIPPING BETWEEN USA!!!

NOUS VENDONS EN GROS ET EN DETAIL

MONTRES

A HOMMES \$45.00

A FEMMES \$40.00

TELEPHONE PORTABLE

(516) 859-4106

LA PANDÉMIE DU COVIC-18 ET LES DILAPIDATEURS DU FONDS PETROCARIBE

Jovenel Moïse et ses alliés coincés sur tous les fronts

Suite de la page 2

temps, depuis que ces deux promotions (29 et 30) de la PNH ont été diplômés, respectivement le 19 septembre 2018 et le 9 août 2019, ils n'avaient pas reçu de salaire. Ils devaient tous se contenter uniquement des frais de service. Comment est-ce possible de vivre et d'entretenir une famille avec une telle pitance.

Joseph Jouthé applaudi par certains

Suite à la décision de Joseph Jouthé de passer des instructions au ministre des Finances de satisfaire aux demandes des policiers des 29^e et 30^e promotions, le Premier ministre de facto a été chaudement applaudi par des secteurs politiques intéressés.

Des personnes assimilées à des « admirateurs à distance » du chef de gouvernement n'ont pas manqué de lui décerner des éloges, faisant croire qu'il est « un Premier ministre qui écoute » et qui ne tergiverse pas par rapport « aux bonnes décisions ». On le présente aussi comme le rare chef exécutif qui va vite en besogne pour rectifier le tir dès qu'il réalise « le besoin d'apporter le changement constructif ».

Des revendications salariales partout

Comme conséquence du pillage du Fonds PetroCaribe, Jovenel Moïse et ses alliés politiques n'ont pas les ressources nécessaires pour s'acquitter de la dette de l'État envers les employés qui

n'ont pas touché depuis longtemps, dont certains des mois, et d'autres mêmes des années. Alors que les policiers des Fantômes 509 ont manifesté dans les rues hier (lundi 27 avril) se livrant à des actes de vandalisme tout en promettant de retourner à la charge, dans quelque jours, d'autres secteurs se préparent à manifester pour les mêmes raisons.

En effet, les employés du Centre national des équipements (CNE) sont descendus dans la rue pour réclamer plusieurs mois d'arriérés de salaires. Cela fait déjà plusieurs mois qu'ils ont lancé leur mouvement sans voir leurs revendications satisfaites.

C'est aussi le cas pour les employés de la compagnie de transport de l'État, Bus Plus, qui ont également manifesté pour exiger des autorités étatiques le paiement de plusieurs mois d'arriérés de salaire.

À Jérémie, dans le département du sud-ouest, plus de 700 enseignants ont investi les rues de cette métropole, dans le cadre d'une manifestation pour demander que leur soient payés au moins deux ans d'arriérés de salaires.

Les enseignants des écoles privées se plaignent aussi du retard constaté sans recevoir le salaire qui leur avait été promis par le ministère de l'Éducation nationale. De guerre lasse, le ministre titulaire, Pierre Josué Agénor Cadet, a annoncé que tout était fin prêt pour que les chèques en question soient distribués à leurs propriétaires. Mais là enco-

re, le scepticisme est au rendez-vous. Les enseignants des écoles privées dont le paiement est en souffrance depuis des mois, restent encore des disciples de Saint Thomas.

D'autres parts, la grogne s'est aussi installée au sein des ouvriers de la sous-traitance, le secteur du textile, qui attendaient aussi 25 % de leur salaire qu'avait promis le président Jovenel Moïse, une décision liée à la gestion de l'état d'urgence sanitaire. Cela signifie que le pouvoir est obligé de trouver les fonds nécessaires pour payer près de 60 000 personnes. Vu que l'État peine à trouver des fonds pour faire marcher l'administration publique, en raison du déficit budgétaire et l'impossibilité de trouver d'autres sources de revenu, nombre d'observateurs pensent que les ouvriers de la sous-traitance risquent d'attendre encore quelque temps avant de voir l'argent promis. Mais il y a fort à parier que,

retourné au travail et recevant leur paye des patrons des usines, ces travailleurs ont très peu de chance de toucher l'argent promis par le Palais national.

La réouverture des usines dictée par le manque de ressources

Le régime Moïse-Jouthé s'est attiré une vague de critiques, suite à sa décision de rouvrir, la semaine écoulée, les usines spécialisées dans la sous-traitance. D'aucuns arguent que, en raison du COVIC-19, qui continue de se propager avec plus d'agressivité chaque jour, il est encore trop tôt de rappeler les ouvriers de ce secteur au travail.

Pour le pouvoir en place, économiquement mal pris, il fallait se dépêcher d'éliminer cette menace politique que constituent les ouvriers de la sous-traitance

privés de salaire depuis des semaines. Voilà ce que craignent les autorités se trouvant dans l'impossibilité de verser les sommes promises aux employés de ce secteur.

L'ordre de réouverture des usines du textile a été donné, dans l'espoir de desserrer l'étau sur Jovenel Moïse et son gouvernement craignant qu'à force de subir les contre coups du chômage imposé, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, les militants des syndicats de ces ouvriers ne lancent une nouvelle mobilisation, en signe de rébellion contre les autorités.

Dans le monde des admirateurs politiques de Jouthé, on ne cesse de répéter qu'après les bévues retentissantes qu'il a commises dans l'affaire des gangs armés de Village de Dieu, il semble vouloir tout mettre en œuvre pour renverser la vapeur.

PROPRIÉTÉ À VENDRE
PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'informations, appelez Blumette Coq au **509.3170.3575**.

AVIS MATRIMONIAL

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon encontre.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.

IMMEUBLE À VENDRE À PORT-AU-PRINCE

Environ 30 chambres et 30 toilettes;
Dans une rue paisible de Port-au-Prince;
Convientrait pour un hôpital, une école, un orphelinat, etc...

À vendre tel quel; prix à négocier.

Contactez par
courriel: heritiers2002@gmail.com

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner

In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:

<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105



TASTE THE ISLAND

Haitian Bakery & Restaurant

460 Peninsula Blvd.

Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm

Friday 10:00 am - 10:00 pm

Saturday 10:00 am - 10:00 pm

Sunday 10:00 am - 5:00 pm

St. Joseph's Church in Carcasse, Haiti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016

Please Help Rebuild



Online Donations can be made at:

www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund

Checks payable to:

St. Mary's Church— PO Box 67 Barnesville, MD 20838

Write "Haiti" on the memo line

DISCOURS SUR LA PANDÉMIE DU COVID-19

La crédibilité de Jovenel Moïse mise à l'épreuve...

Suite de la page 1

totale. Mais il a posé le problème à rebours. Aussi a-t-il déclaré : « J'avais promis de vous apporter de bonnes informations relatives à toutes les activités de l'Etat en ce qui a trait aux dépenses publiques en toute transparence ». Aussi, enchaîne-t-il que parmi toutes les décisions qu'il a prises, celle par laquelle il avait demandé au ministre de l'Education nationale d'aller s'asseoir avec son collègue des Finances, « de se débrouiller comme Me Jean-Jacques afin que les enseignants des écoles privées et les professeurs d'université puissent obtenir une compensation ». Il dit souhaiter que ces deux ministres puissent trouver la formule qu'il faut pour que ces personnes aient accès sans délai à cet argent, et trouver la compensation proposée.

Jovenel Moïse a expliqué avoir pris la décision d'assister les ouvriers des usines. « Nous avons, dit-il, respecté notre engagement à l'égard du secteur de la sous-traitance. L'Etat a donné plus de 200 millions de gourdes qu'il avait promises en soutien à ce secteur. 54 188 ouvriers dans tous les parcs industriels ont bénéficié de cette somme durant les quinze jours que nous avons promis ».

Dans ce même discours, il

a annoncé avoir demandé au directeur du Fonds d'assistance économique et sociale (FAES) de mettre sur pied, dans les prochains jours, un programme de ration alimentaire, en sus d'obtenir des cache-nez des instances concernées pour être distribués aux îles de La Gonâve, Île à vache, Île Cayemites, Île de La Tortue, Grand Boucan, Obas. Et M. Moïse d'ajouter sous cette rubrique : « Je me bats pour que dans quelque coin du pays où vous trouvez, vous ayez accès à la nourriture. Je demande à ce que FAES mobilise toutes ses ressources, sans réserve, pour que le programme Kore Pèp touche tout le pays ».

Rappelant les promesses qu'il a faites à la nation, Jovenel Moïse a déclaré que son gouvernement avait promis de venir en aide à 1,5 millions de familles parmi les plus nécessiteuses. « Selon les informations qui me sont parvenues, cet argent n'a pas encore été distribué. Aujourd'hui, j'entends clarifier la situation pour tous. Quand j'avais demandé au ministre des Finances de faire de son mieux pour que ces familles trouvent cet argent pour les aider dans ce moment difficile. Je me bats pour m'assurer que cet argent arrive dans vos poches directement. 'Nou pito mize nan wout men nou pote bon nou-

vèl».

Le président haïtien a précisé que ce programme a été conçu pour octroyer 3 000 gourdes aux résidents des villes et 2 000 à ceux de l'arrière-pays. Mais il a expliqué encore : « Aujourd'hui, j'ai pris la décision pour que tous reçoivent 3 000 gourdes. Car il ne doit avoir de différence entre les gens en dehors et ceux de la ville. Nous sommes tous Haïtiens. J'annonce qu'il y a des gens dans quatre départements qui recevront l'argent précisément au commencement de cette semaine ».

Plus loin, dans son allocution, le chef de l'Exécutif haïtien a fait savoir qu'il va demander au Premier ministre de « (...) voye youn zye apa sou gwoup moun sa yo kap egzèze metye ke m toujou rele, depi kampay elektoral mwen jiska jodi a 'les métiers de la patrie a'. Se youn seri de metye ki engra anpil ke Leta pa janm ka fin peye. ». Il s'agit, d'après ce qu'il a expliqué : « des professeurs, des policiers, du personnel médical. Je félicite le Premier ministre pour l'effort qu'il a mis dans l'exécution de l'instruction que je lui avais donnée en vue de liquider les chèques qui sont répartis de la manière suivante : 704 chèques pour six mois d'arriérés de salaire aux policiers de la 29^e promotion, pour octobre 2018 à février 2019; 690 chèques qui concernent des arriérés de grade. Il s'agit de policiers qui ont reçu des promotions, mais qui n'ont jamais reçu les rémunérations liées à ces promotions ; 573 chèques aux policiers de la 30^e promotion pour octobre 2019 à avril 2020.

Des précisions au nom de la transparence ?

Abordant le sujet des commandes placées à l'étranger, M. Moïse prétend informer la nation dans la transparence totale. Aussi s'exprime-t-il en ces termes :

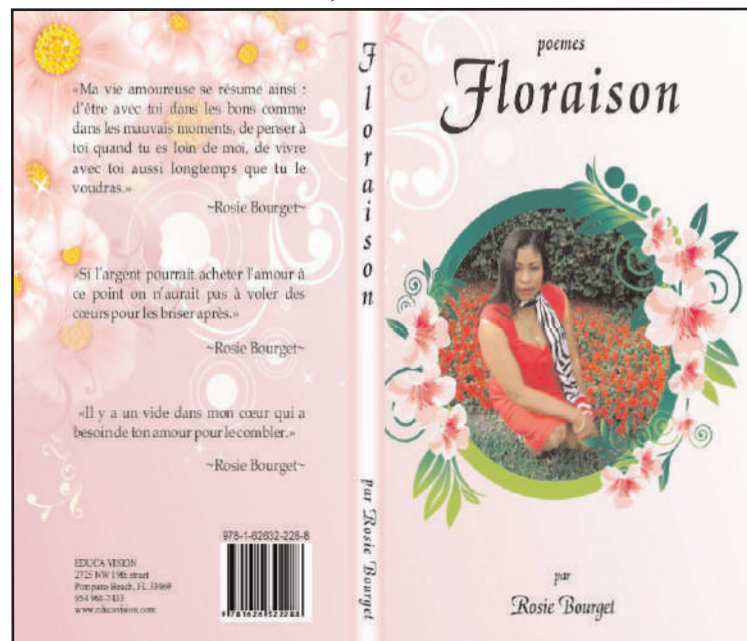
« Comme je vous l'ai toujours dit, tout ce que fait le

gouvernement, nous voulons que ce soit dans la transparence totale. Mon gouvernement a commandé des équipements et matériels pour 2 milliards de gourdes. Le transport de ces équipements et matériels coûte 900 000 millions de gourdes à l'Etat. Si le gouvernement avait décidé de faire transporter ces matériels par bateau, le coût ne serait pas aussi élevé. Mais ils allaient arriver en Haïti à la fin du mois de juin. De cette manière nous ne serions pas prêts à faire face au coronavirus. Nous ne pouvions pas prendre cette chance. Voilà pourquoi nous avons opté pour faire venir ces équipements par avion. Sans grande difficulté, tous ces équipements arriveront la première quinzaine du mois de mai ».

Faute de temps, le discours prononcé par le président Moïse, le 27 avril, ne peut être publié intégralement. Prenant la nation à témoin, notamment nos lecteurs, par rapport aux promesses qui s'y trouvent nous nous proposons d'effec-

tuer une analyse objective du discours de M. Moïse. Nous invitons nos lecteurs à lire la prochaine édition, celle du 6-13 mai 2020. Ce sera une bonne occasion de passer cette allocation au peigne fin, surtout que le chef de l'Etat a la velléité de rompre avec le vieil homme, celui qui passait le plus clair de son temps à faire des promesses irréalisables ou non tenues. Et qui dirigeait le pays dans l'opacité totale, du 7 février 2017 jusqu'au lundi 27 avril, quand il a annoncé son intention de parler à cœur ouvert au peuple haïtien.

Toutefois, si Jovenel Moïse se propose de changer réellement son fusil d'épaule, va-t-il exposer au peuple haïtien les tournants et aboutissants du contrat Dermalog ? Ou les dessous des opérations qui ont permis de détourner les USD 4,2 millions du Fonds Petro-Caribe ? Et tant d'autres malversations à la faveur desquelles des centaines d'autres millions de la caisse publique n'ont pas été comptabilisés ?



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1^{ère} femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » ».

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et

d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. **Ce u v r e** patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :



Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes, de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

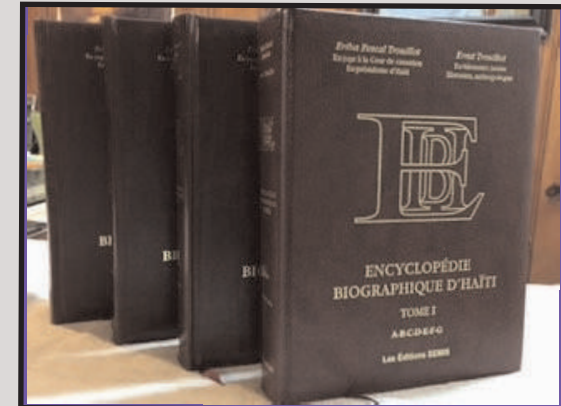
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Com-

me le soutient le préfacier du 3^{ème} tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d'Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOME 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : « ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses : a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, NY 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique JACQUES VIAU du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une AMBULANCE

EQUIPEE et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.



Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.

Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Pa di tout pawòl nenpòt jan w vle, pawòl gen konsekans !

« *Se dapre pawòl ou y'a jije w. Se pawòl ou k ap di si w inosan, osnon si w koupab* » (Levanjil Matye, chapit 12, vèse 37, Bib la, Edisyon 1999 revize).

Epi nan lang franse a yo di : « *Les paroles s'envolent, les écrits restent* ». Men jan teknoloji vin devlope, yo pa ka di sa ankò. « *Les paroles ne s'envolent plus, les paroles sont enregistrées!* » Okontrè, se pa sèlman pawòl yo ki anrejistre, men se pwòp figi w, bouch ou louvri byen laj ap lage swa verite atè, osnon k ap simen jilbrèt. E jan pawòl vwayaje vit alèkile, anvan w bat je w ou ka nan gwo traka. Se la pawòl Levanjil la gen tout sans li: Se sou pawòl ou yo pral jije w.

San dout, gen mounn k ap di m ap pran pòz pastè m semèn sa a, se preche m pral preche. Pa toutafè. Men gen de verite lè w komanse bay yo, ou ka fè enmi. Donk, alapapòt, mwen pran Levanjil kòm temwen ke sa m ap di a se sa. Anplis de sa, mwen mande sekou lang franse a epi nouvel teknoloji pou m montre pa gen mank nan sa m ap di a. Nan moman sa a, kote COVID-19 lage latwoubay nan tout peyi sou latè, fòk otorite yo fè anpil atansyon ak sa yo di. Pawòl nan bouch yo gen enpòtans, yo ka bay sitwayen yo ankourajman ak sa yo di, menm jan an tou yo ka lakòz mounn touye tèt yo.

Premyèman, m ap pase bò sit Ozetazini, kote se prezidan peyi a ki lage youn bonm jedi ki sot pase a, nan dat 23 avril la. Devan tout nasyon an epi lemonn antye ap tandè, nan rapò li konn ap bay chak jou sou kesyon COVID-19 la, prezidan *Donald Trump* te di, selon sa l aprann, maladi sa a pè chalè. Èske se pa pou yo eseye foute limyè « *ultraviolet* » anndan kò mounn ki pran maladi a pou touye viris la? Konprann byen, se kòm si ak teknik modèn yo pral lage youn flann anndan kò mounn ki pran maladi a pou touye viris la, epi menm lè a mounn nan geri. Se bagay riske nèt, san dout, yo ka pa touye viris la sèlman, men mounn nan tou. Ann kite sa.

Bagay ki pirèd, se lè prezidan an pale de dezenfektan, tankou klowòks, pou mounn ta bwè avèk alkòl byen fò, tankou alkòl 95 degre, tout klas pwodui ke mounn konn sèvi pou netwaye kay, menm twalèt. Li di, selon sa l

apran, dezenfektan sa yo touye viris la « *nan youn minit, wi nan youn sèl minit!* » Swa mounn yo ka bwè dezenfektan an osnon yo ka enjekte l, sètadi bay mounn ki pran maladi a piki ak dezenfektan an.

Epi prezidan an voye je l gade youn nan ekspè k ap travay nan komite li met sou pye pou kesyon COVID-19 la, kòm si pou l tandè si l pral dakò ak sa l di a. Dam nan, doktè *Deborah Birx*, te youn ti jan jennen pou l di prezidan an byen klè ke se bagay ki ka touye mounn yo frèt. Jan l te fè figi l, se kòm si nan tèt li li t ap mande : « *Ou kwè m byen tandè sa prezidan an sot di a? Osnon se nan rev mwen ye?* »



Prezidan ameriken an *Donal Tronp*.

Kanmenm, li di : « *Pa kòm youn tretman!* » Sè ke l konnen jan prezidan sa a pa aksepte pou mounn kontredi l, sitou an piblik, dam nan pa di plis. Lè prezidan sa a pale, se an Lwi-Jan Boje, gran konnèsè. Men nan sitiyasyon sa a, prezidan an voye mounn al bwè pwazon, swadizan pou geri mounn ki pran maladi COVID-19 la, ki koupe souf ou, touye w trapde.

Menm jedi swa a, yo komanse atake prezidan an nan televizyon, nan radyo, sou rezo sosyo yo. Gen mounn ki di se swa nou anafè ak prezidan ki pi sòt ki genyen, osnon msye pa byen nan tèt li. Ansyen vis-prezidan demokrat la, *Joseph « Joe » Biden*, ki pral anfas prezidan *Trump* nan eleksyon mwa novanm nan, gen tan mete youn pawòl deyò. M ap ban nou l ann angle jan l parèt la avèk tradiksyon kreyòl la : « *I can't believe I have to say this, but please don't drink bleach* ». (« Mwen pa kwè m oblije di sa, men tanpri, pa bwè blitch, [osnon klowòks] »).

Konpayi ki fè *Lysol* la kouri

mete youn kominike deyò nan vandredi pou di pinga pèsoun al bwè pwodui yo a pou okenn rezon. Gen lòt ki di menm bagay la tou. Yo mande pou tout mounn byen li sa k ekri sou boutèy osnon danmjann ki gen klowòks ladan yo : « *Se pa pou bwè. Fètatan-syon pa kite sa kote ti mounn ka pran l* ». Menm vandredi a, 2 ajans Leta, ki responsab kesyon Lasante pou tout peyi a, kouri mete kominike deyò pou di dezenfektan pa fèt pou itilize pou okenn maladi. Se *Centers for Disease Control and Prevention (CDC)* avèk *Food and Drug Administration (FDA)* ki te oblije aji byen vit. Sè ke pawòl ki soti nan bouch prezidan gen anpil fòs, e yo pa vle pou okenn mounn gentan kouri bwè dezenfektan, al konmèt suid, sètadi touye pwòp tèt yo.

Pawòl prezidan an te tèlman fè bri ke nan vandredi a, Msye *Trump* pale pou l di se « *sarcasm* », se jwe li t ap jwe, nan betiz li t ap pase mounn lè l te di pawòl la. Ou kwè nou byen tandè? Prezidan gwo peyi Etazini k ap betize ak pawòl bwè pwazon pou jwenn gerizon pou COVID-19 ! La tou, gen pawòl pa anba, ki di ekip prezidan an fè l konprann li ta bon pou l pa pale osi souvan ankò jan l ap fè l depi katastwòf COVID-19 la. Èske se sa k fè nou pa t tandè l bay konferans ni vandredi ni samdi? *Twitter* ak *YouTube* kouri wete sou plato enfòmasyon yo tout pawòl ak mesaj ekri epi foto kote prezidan an ap pale de kesyon bwè dezenfektan an. Yo di yo pa ka kite okenn bagay konsa sikile ki se danje pou lasante.

Mezanmi, se pa youn jwèt ti mounn lè chif youn gwo peyi tankou Etazini vin lage youn koze konsa an piblik. Pi mal toujou, pou l di se « *sarcasm* », se betize l t ap betize ! Èske tèt la la toujou? Pawòl twò fò, machwè gonfle. M ap ban nou tan pou n reflechi, pou n ka vini ak konklizyon pa nou. Sèl sa m ap ajoute, se pa mwen ki fè koze a. « *Les paroles sont enregistrées* » et « *Se pwòp pawòl nan bouch ou k ap di si w inosan, osnon si w koupab* ». Pawòl Levanjil !

Kounnye a m ap fè youn koutpye bò lakay kote youn gran save nan kesyon Lasante di gwo pawòl. Epi m ap mande si otorite yo bay pawòl li yo enpòtans yo merite, osnon si yo annik di : Pale anpil met la. N ap pwofite di jounal *Le Nouvelliste* mèsè pou bèl travay li fè ak antretyen jounalis li yo te genyen ak doktè *William Pape*, ki se youn ekspè lasante peyi a ki gen youn renome entènasyonal. Kivedi, lè msye pale, li byen peze sa l di yo. M ap pwofite di n ke peyi Etazini ak lòt peyi itilize konesans doktè *Pape* nan travay li te fè pou jwenn remèd pou maladi SIDA a. Se youn ekspè empòtan ki pale.

Nan youn editoryal jounal la pibliye nan dat 23 avril, n ap bay kèk enfòmasyon ki sot nan bouch

doktè a. Selon li menm, pral gen plizyè milyon Ayisyen k ap enfekte ak COVID-19, santèn de milye ki pral nan lopital e plizyè milye k ap mouri ant mwa me ak mwa dawou, osnon mwa dout, jan lòt mounn di. Apa de editoryal la, gen youn atik ki parèt menm



Doktè *William Pape*

jou a e ki bay kèk presizyon ki baze sou modèl travay ki fèt nan Inivèsite *Oxford*, ann Angletè, ak Inivèsite *Cornell* Ozetazini, menm inivèsite sa a kote doktè *Pape* te etidye. Selon etid yo, gen posiblité pou 86 pousan (86 %) mounn nan sosyete a enfekte. Sa pral oblije gen 426 mil (426 000) mounn ki pou lopital. Nan youn sitiyasyon konsa, n ap bezwen 9 mil (9 000) kabann lopital. Epi 20 mil (20 000) mounn ka mouri. Si n pa gen 9 mil kabann lopital, nou pral gen ant 5 a 10 fwa plis mounn mouri, kivedi ant 100 mil ak 200 mil konsa. Jezi-Mari-Jozèf !

Baze sou youn lòt modèl, doktè *Pape* di ann pran 35 pousan (35 %) nan pèp la ki enfekte ant



Doktè *Lore Adriyen*.

mwa avril ak mwa dout, sa vle di 313 mil (313 000) ka tonbe malad. Y ap bezwen 7 mil senk san (7 500) kabann lopital epi 5 mil sèt san (5 700) mounn ka mouri. Toutfwa, li di chif sa a pa realis, kivedi li twò piti. Men li bay li kanmenm, ak espwa ke COVID-19 ta ka fè pa Ayiti.

M ap rete sou chif sa yo, sèlman pou m pa plen lespli nou ak twòp chif. Men m ap montre kijan Ayiti pa pare youn ti kal pou l fè fas a katastwòf sa a k ap vini

sou peyi tout boulin. Se pa mwen ki di, men doktè *Lauré Adrien*, ki se direktè ministè Sante piblik ak Popilasyon (MSPP) epi ki anchaj, ansanm ak doktè *Pape*, Komisyen prezidan *Jovenel Moïse* met sou pye pou kesyon COVID-19 la. Nan editoryal *Ayiti-Observatè* 15-22 avril ki sot pase a, nou te di egzakteman sa doktè *Adrien* te di : « *Gen sèlman 547 kabann lopital nan tout Repiblik la* » pou entène mounn ki ka atrape maladi sa a, ki pa pran priye nan men pèsoun. Mwen pa pral nan okenn lòt detay. Annik konpare 547 kabann lopital ak 9 000 osnon 7 500, chif doktè *Pape* yo, epi na di m kisa nou wè ki pral rive.

M ap raple nou ke nan nime-wou jounal 8-15 avril la, **GRENN PWONMENNEN** te vini ak tit sa a : « *Si n pa pare depi davans, lè COVID-19 la debake toutbon, li pral twò ta* ». Se nan menm nimewo sa a nou te raple gouvènman an sa l te ka antreprann tou swit pou komanse pare. Nou te pale de Lopital Kwadèbòkè a ki anba lyann. Youn kado peyi Tiki (Turquie) te fè Ayiti apre tranbleman tè 12 janvyè 2010 la. Se pou yo fè touskilfo pou prepare lopital la pou mounn ki pral malad yo. Nou te mansyonnen Lopital Simbi a tou, nan Kafou, la nan Pòtoprens la, youn lopital peyi Taywann te bay 20 milyon dola pou li depi sou Aristid, pou yo te transfòme ansyen lotèl Simbi a an lopital. Nad marinad ni pou youn ni pou lòt.

Epi anvan sa, nan kolòn **HAPPENINGS**, nan jounal 25 mas-premye avril la nou te espèlike kijan otorite Ayiti mechan. Nou te di sa yo te ka fè ak lajan PetwoKaribe yo te vòlò a. Sèlman ak 170 milyon dola vèt pou *Olivier Martelly* k ap dodo nan bank « *offshore* », yo te ka bati youn lopital nan chak depatman pou 17 milyon chak, menm sa Lopital Mibalè a koute. Sa t ap sifi. Nou te di se san konte sou 500 milyon dola pa *Michel Joseph Martelly* yo epi 688 milyon dola pa *Laurent Lamothe* yo.

Ak voum lajan mesye yo vòlò a pa menm youn ti klinik yo pa t bati. E lajan an la toujou ap ranmase enterè nan bank « *offshore* ». Antretan, prezidan *Jovenel Moïse* fè tou sa l konnen pou antere dosye PetwoKaribe a. Epi l ap fè granchire kòm si l pare pou batay ak COVID-19. Antouka, doktè *Pape* eksplike ki katastwòf ki pral debake sou Ayiti. Epi doktè *Adrien* montre byen klè ke n pa pare.

Yo mechan ! Fòk yo jije kanmenm ! Fòk nou trase egzanp la youn fwa pou tout !

GRENN PWONMENNEN, 29 avril 2020

D E BROSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

HAPPENINGS!

Continued from page 1

government will become known as an exporter of the deadly respiratory virus that has infected millions around the world, causing thousands of deaths. Is that the way for a powerful country to treat its less fortunate so-called friends?

As Haiti faces a situation of catastrophic proportions, the U.S. deportation of Haitians will cause more harm. Dr. William Pape paints a scary picture in interviews with the Port-au-Prince daily *Le Nouvelliste*, asserting that as many as 20,000 could die in Haiti between now and the end of August. A Haitian medical science expert, Dr. Pape, trained at Cornell University, in New York State, gained international fame with his response to the HIV crisis of the 1990s. His famous Gheskio Laboratory in Port-au-Prince gained respect for work done in managing HIV. Thus, he's no one that can be dismissed as a "Johnny Come Lately" in the medical field, suggesting deadly remedies for COVID-19.

In the interviews last Thursday (April 23), Dr. Pape used two models, based on work done at Oxford University in England and at Cornell, to make his predictions. In a worse case scenario, he sees 86% of the population being infected, leading to hospitalization of 426 000, requiring 9,000 hospital beds. And 20,000 would die. In another model, less realistic, he said, 35% of the population would be infected, that is 313,000 people, for whom 7,500 hospital beds would be needed. And total deaths would be 5,700.

Haiti isn't prepared for that situation. As previously reported in H-O, Dr. Laudé Adrien, Director of the Ministry of Health and Population (French acronym MSPP), said there were only "547 hospital beds throughout the Republic" for eventual COVID-19 victims. To be noted, Drs. Adrien and Pape were jointly named by President Jovenel Moïse to head the "Multi-sectorial Commission" to advise the State on the pandemic.

Understandably, that commission as well as another "scientific commission" have urged a pause on the U.S. deportations that "could further overwhelm the

country's ability to respond to the outbreak." So reported the Miami Herald, April 24, in wide-ranging article by three journalists: Monique O. Moran, Jacqueline Charles and Romina Ruiz-Goiriena. As of that Friday, they said Haiti had reported "72 laboratory-confirmed cases [of COVID-19], including three deportees who recently arrived and five deaths." (Bold ours.)

The Miami Herald article, which wasn't only about Haiti, headlined: "ICE plans to increase COVID-19 testing as Haiti commission calls for pause in deportations." (ICE is a unit of the Department of Homeland Security (DHS). The decision to increase testing comes in the heels of the Guatemalan government announcing suspension of U.S. flights with COVID-19 infected Guatemalan deportees. In fact, said the Miami Herald story, "Guatemalan President Alejandro Giammattei said it [his country] would not allow deportations from the United States unless ICE begins testing migrants before they are deported."

Last week, in our HAPPENINGS column, we had a report based on the Los Angeles Times, April 16, in which the Guatemalan authorities said they will refuse U.S. flights bringing deportees because 30 from a group that arrived on March 26 were tested positive for COVID-19. Additionally, 44 from another group deported on April 13 also were tested positive. "Enough is enough," said the Guatemalan authorities.

Whereupon, we reported that the Centers for Disease Control and Prevention (CDC) immediately dispatched its personnel to the Central American country to investigate on the claims. The Miami Herald journalists confirmed that "the Trump administration... immediately deployed the CDC to 'review and validate the COVID-19 tests performed on those arriving from ICE Air flights.'" And what was concluded?

The reporters write: "CDC Spokesman Scott Pauley said the agency has 'conveyed the results of the review to colleagues in the Ministry of Health and continues to work with them on various aspects of the COVID-19 response.'" But, Pauley, they added,

"did not provide any additional information on what those results were and said he had no other information available at the moment."

But get this. Still according to the Miami Herald, "Carlos Sandoval, spokesperson for the Guatemalan president's office... did indeed confirm 'that there were deportees on those flights who were infected.'" And Mr. Sandoval added, "... there are currently 84 deportees who have tested positive for novel coronavirus, and who did not get it in Guatemala."

Obviously, with its deportation policy unchanged, even in this era where coronavirus dictates the rules of the game, the United States, using its ICE agents, is exporting COVID-19 to the rest of the Western Hemisphere. It's worth noting that in its April 16 reportage, the Los Angeles Times had revealed that 25 ICE agents working at the deportation centers it knew about had been tested positive for the virus. Moreover, 18 other ICE employees not connected to the centers also were tested positive. So, the ICE agents are also transmission agents of COVID-19!

And the question must be asked: Is that a way for the U.S. to treat its "friends" in Latin America? By its deportation policy at this time, dubbed "cruel" in the case of Haiti, by the Miami Herald, the "friendliness" of the Trump administration is anything but. That could adversely affect long-term relations between the U.S. and its abused "friends" in the Western Hemisphere.

More promises from President Jovenel Moïse

Haitians were in suspense all weekend, awaiting the presidential address to the nation, announced for 5:00 pm. Indeed, President Moïse was on time and appeared upbeat as he called on all to "get together, hand-in-hand, to fight the invisible enemy, the assassin that is COVID-19, which has killed thousands around the world."

Since his last official address, March 19, to declare the state of emergency, this was the first time he was making a public speech. He reminded his national audience that only two people were declared positive for the deadly

virus when he last spoke. "Now we are facing a dangerous situation." Though he didn't give the latest figures himself, the Ministry of Health and Population (French acronym MSPP) announced that as of Monday, Haiti officially had registered 76 COVID-19 cases, 6 deaths and 8 people healed.

The president said he instructed the Minister of Finance and Education to act on salary arrears to the teachers and other State workers. Promises he had made to factory workers when they were furloughed a month earlier, are now a reality, with 200 million gourdes (100 gourdes to a U.S. \$1 now) disbursed for them. Thus, 54,000 factory workers will receive their money. Promises made to 1.5 million families will soon be accomplished, with each receiving 3,000 gourdes, instead of what was previously said: "3,000 gourdes for city dwellers and 2,000 for peasants." In addition, as if he were patting himself on the back, he added: "There's no difference between city folks and those living in the peasantry." By the way, citizens in four departments—out of 10—will begin receiving the money this week, he said. All that sounds like the stimulus programs of President Trump, some of the \$1,200 promised citizens and documented immigrants still not in their accounts, as promised.

Mr. Moïse had good news, especially for the Police, for whom "1,700 checks" are cut and will be delivered to some who never got the raise to which they were entitled, for some going as far back as October 2018. Others who will also be paid arrears include schoolteachers and medical workers.

To be noted, on April 17, when the board of the International Monetary Fund (IMF) approved \$111.6 million for Haiti, among some of its concerns mentioned in a press release were arrears for teachers and other government workers owed months of back pay. In fact, public hospital workers, including doctors, nurses and technicians had been on strike prior to the COVID-19 crisis. They demanded back pay, better working conditions, equipment and proper attire to attend to victims of the deadly virus.

Last Saturday, April 25, USAID's Mission Director signed an agreement with the Haitian government "providing \$75.5 million as part of its ongoing assistance to the Haitian people and

to support a stable and economically viable Haiti." Previously the World Bank had disbursed \$50 million. Apparently, the international community is worried about what is on the horizon as far as Haiti is concerned. So, some of the financial bigwigs don't want to be blamed for abandoning Haiti at this juncture. I hope that there will be appropriate oversight concerning the new millions.

Back to the president's speech. He mentions various measures taken to withstand a COVID-19 onslaught, such as equipment ordered that should be arriving May 1. Though more costly by air, the government couldn't do otherwise because there was no way waiting for delivery after COVID-19 would have hit hard, he said. People are being trained by the Ministry of Health to meet the upcoming challenge, he said, adding also "FAES [French acronym for Fund for Economic and Social Assistance] is tasked with the job of distributing food to the needy, especially in Haiti's adjoining isles, such as La Gonâve, La Tortue, Ile à Vaches and elsewhere."

The president is looking forward to life after the health crisis. In that light, he said he has instructed the Agriculture Ministry to intensify the work begun on preparing the fields for production, putting the emphasis on items that will be mature in three months. He also calls on the peasants to pull together to have fields of "500 carreaux" (one carreau = 3 acres), instead of tilling their small plots which aren't economical. The government will then come to their aid, providing seeds and solar pumps for irrigation.

In conclusion, he reiterated advice given to fight COVID-19: "Wash your hands often [with soap] for at least 20 seconds, keep your distance from others, stay at home as much as possible and wear your masks always when going out."

In addition, someone commented on Twitter: "He wasn't wearing a mask when he spoke." Well, he's fully imitating the U.S. president, who doesn't wear any mask at his daily briefings. And an advice to President Moïse: If you keep your promises this time, the people will forget about "electricity 24 hours, seven days a week within 24 months" and initially a noisy "Caravan of Change" that went bust quietly.

RAJ, April 29, 2020

The real cost of the Stimulus Bill

Continued from page 1

tax revenue collected for fiscal year 2019.

The U.S. currency is a fiat currency, not backed by gold or any other precious commodity. It gets its backing from "the full faith and credit" of the U.S. Government. A "full faith and credit" that can be potentially undermined, if these stimulus packages aren't executed efficiently and effectively. If all these proposed mandates are passed as suggested, the U.S. Federal Reserve will be basically printing and flooding the economy with \$8 trillion of currency.

The flooding of the economy

with all this newly printed money, while a large portion of the population remains unemployed, risks sending our economy into hyperinflation. When other countries experience hyperinflation, that results in people minimizing their holdings in the currencies of such countries. They switch to more stable world currencies, often to the U.S. dollar. So, what happens when it is the U.S. dollar which experiences long term hyperinflation?

The "full faith and credit" of the U.S. dollar has afforded it the status of being the world's global reserve currency. Most international trade is conducted in U.S. dollars, and many other world currencies peg their value to that

of the U.S. dollar. Obviously, long term hyperinflation will jeopardize the standing of the U.S. dollar as the world's global currency.



Headley Benoit.

Of all the currencies around the world, few have the econom-

ic size or political and economic stability to replace the U.S. dollar as the world's global currency. In fact, the Euro and the Chinese Yuan are the only other currencies that seem poised to assume the position of confidence, if the U.S. dollar wanes. Recent events of "Brexit" have highlighted the lack of confidence in the Euro by at least one of its most important members.

Consequently, China would be left in the enviable position to which it has long aspired, that is to have the Yuan become the world's reserve currency. Current global events appear to be moving Beijing closer to that goal.

As China's economy begins to normalize after five months of

aggressive response to COVID-19, America's response to the pandemic is pointing towards a prolonged struggle of 12 to 18 months before its economy may begin to recover.

It appears that while the powers-that-be in Washington were playing golf, their counterparts in Beijing were playing a long, astutely calculated, game of chess!

**Hadley Benoit, is a Business Administration professor at Mildred Elley College NYC campus. He holds Bachelor's and Master's degrees in Economics. He's also co-owner of Kaché Restaurant and Lounge in Brooklyn, N.Y.*




“Mwen vivan paske mwen pa t pè mande.”

Kansè nan kolon (gwo trip)
se dezyèm kansè ki pi fatal
nan New York. Mande doktè w
la sou opsyon depistaj jodi a.
Depistaj la ka kòmanse ak
yon kolonoskopi oswa yon tès
senp ki baze sou pòupou.

Pou plis enfòmasyon sou
kansè nan kolon, rele 311
oswa vizite nyc.gov/health.

**45 AN OSWA PI GRAN?
MANDE ENFÒMASYON SOU
DEPISTAJ KANSÈ NAN KOLON.**

NYC
Health

114 rue de la Santé
Meyette
Olivier Sautou, MD
Kontakman



Genyen tan toujou pou nou pran sa ki konsène nou an men.

Resansman se yon inisyatif pou konte chak moun ki rete Ozetazini. Kominote nou bezwen chak grenn moun konte pou afekte plizyè milya dola gouvènman an ka bay pou lekòl, klinik, plas piblik, ak yon pil ak yon pwòch lòt resous ak sèvis nan kominote nou. Pa enkyete w, patisipasyon nan resansman an pa gen danje. Tout enfòmasyon pèsonèl ap rete prive e an sekirite. Ou ka reponn sou entènèt, sou telefòn, oswa kourye.

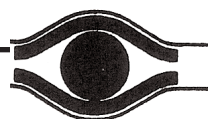
Patisipo nan resansman an sou:
2020CENSUS.GOV/ht

Se Liwa Resansman Libè ki pral pou piblikasyon.

Prepare
Avni W
Kòmanse isit la >

United States[®]
Census
2020

ÉDITORIAL



À l'époque du COVID-19, un pouvoir kleptomane en Haïti fait souffrir la nation

La tolérance dont a bénéficié Jovenel Moïse, qui lui a permis de prêter serment comme chef d'État, alors qu'il se trouvait sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent, est revenue le hanter, à l'époque du COVID-19. Mais, c'est le peuple haïtien qui paie le pot cassé, puisque face au manque à gagner auquel se trouve confrontée l'équipe au pouvoir, quand bien même les pays dits amis d'Haïti et les institutions de la haute finance internationale apporteraient de l'aide, ils ne l'octroient pas directement aux dirigeants du pays. Voilà pourquoi, en dépit de l'assistance offerte à notre pays, pour l'aider à combattre le coronavirus, le président haïtien a toujours du mal à payer les dettes de l'État ou à faire aboutir au pays les commandes qu'il dit avoir placées à l'étranger.

En effet, la communauté internationale, notamment les pays dits amis d'Haïti et les institutions de la haute finance mondiale, telles que le Fonds monétaire internationale (FMI), la Banque mondiale (BM) ou encore la Banque interaméricaine de développement (BID) ne sont pas tombés dans le piège du président Moïse se plaignant d'être coincé financièrement. Quasiment durant toute la durée de la présidence de *Nèg Bannann Nan*, ils lui ont tenu la dragée haute, sans jamais faire entièrement le geste souhaité par ce dernier. Si d'aventure ils font une intervention humanitaire, cela se résume simplement à une « poussière », insuffisante pour le tirer d'embarras. Nonobstant les nombreux signes de détresse du pied qu'il a dirigés sur ces entités, celles-ci ont pratiquement laissé Jovenel Moïse et son équipe battre de l'aile financière.

De toute évidence, bien que la communauté internationale feigne d'ignorer le statut de « *président inculpé pour blanchiment des avoirs* » de l'occupant du Palais national, elle se garde de lui offrir la coopération traditionnellement réservée au gouvernement haïtien. Par exemple, les activités des missions diplomatiques des États-Unis et de l'Union européenne, en matière d'aide étrangère à Haïti, ont été réduites presque à zéro. Le FMI, la BM et la BID n'ont pas fait le suivi des accords généralement passés avec Haïti. On en veut pour preuve le renvoi sine die de la mise en application du « *Staff Accord* » qui avait été signé avec le Fonds monétaire international, peu avant la destitution d'Henry Céant comme Premier ministre. La date du versement du premier décaissement de USD 45 300 000 millions \$, qui devait s'effectuer en faveur d'Haïti, en septembre 2019, a été ajournée tout simplement. Ainsi que la somme totale du prêt de USD 229 millions \$ stipulé dans le contrat. C'était le dernier protocole de cette nature qui a été négocié avec le régime PHTKiste.

Non seulement le statut de « *président inculpé* » de Jovenel Moïse faisait de lui un pestiféré auprès des bailleurs de fonds traditionnels, la mise en évidence du rôle qu'il a joué dans le détournement des USD 4,2 milliards du fonds PetroCaribe l'a encore davantage démerité aux yeux des partenaires internationaux. Même Donald Trump, dont la diplomatie a réussi à le désolidariser du président du Venezuela, Nicolás Maduro, pourtant son bienfaiteur, voire son « *frère* », désormais considéré comme son unique « *ennemi* » dans le monde, n'a rien fait pour le sortir du pétrin financier dans lequel il se trouve prisonnier. Pourtant, en se jetant dans les bras du président américain, Jovenel Moïse a vu tarir la source de millions qu'il avait auprès du chef d'État vénézuélien. Car avant de se laisser séduire par le président Trump et que celui-là l'ait appelé « *frère* », il effectuait un voyage à Caracas pour quêmander l'aide, toutes les fois que les obligations l'étouffaient.

Les accusations portées contre l'actuel occupant du Palais national par l'Unité centrale de référence fiscale (UCREF) ayant entraîné son inculpation pour blanchiment des avoirs, avant qu'il ne soit proclamé l'élu des élections de 2016, constituait une simple attraction, comparées aux dérives dont il s'est rendu coupable après sa prestation de serment. Puisque sa présidence est ponctuée de scandales au relent de corruption. Passé pour maître dans le détournement de fonds publics et la collection de pots de vin, lui et ses alliés politiques ont été vus à l'œuvre. Ses nombreuses dérives n'échappent guère à la connaissance des observateurs étrangers et aux diplomates en poste en Haïti. Imbus des faits, ces derniers en présentent des rapports détaillés à leurs gouvernements respectifs.

L'indifférence affichée par la communauté internationale à l'égard de la détresse économique, qui caractérise les divers gouvernements formés par le président Moïse, n'a rien à voir avec l'idéologie, comme certains apologistes du chef d'État voudraient le faire croire. Elle s'inspire, de préférence, d'un sentiment de rejet d'une équipe de dirigeants spécialisés dans le vol organisé aux dépens des maigres ressources dont dispose Haïti.

En effet, des sommes d'argent d'origine suspecte qu'a gagnées Jovenel Moïse, avant d'être élu président d'Haïti, au pillage du fonds PetroCaribe, en passant par les millions ramassés dans les différentes opérations illégales menées, au cours des trente-huit mois de sa présidence, donnent assez de motifs aux bailleurs de fonds pour mettre son régime à l'index.

Voilà pourquoi, à la venue de la pandémie du COVID-19, les donateurs de l'aide humanitaire et les prêteurs traditionnels d'Haïti ne sont pas volés au secours de notre pays

aussi rapidement qu'ils auraient pu le faire. Dans certains milieux diplomatiques, à la capitale haïtienne, une rumeur persistante laisse croire que la décision prise par les entités qui ont annoncé l'octroi de contributions d'aide humanitaire à notre peuple aurait été prise par le souci d'éviter une « *révolte* » dans le pays.

Les bailleurs de fonds semblent être assurés que, les dirigeants haïtiens, Jovenel Moïse en tout premier lieu, couvaient des centaines de millions de dollars qu'ils ont volés au pays, s'imaginant qu'à la faveur d'un dernier sursaut patriotique les leurs allaient prendre la décision de rapatrier de fortes sommes d'argent présentement en résidence dans des banques offshore. Cela aurait permis de construire des hôpitaux et centres hospitaliers mobiles ou temporaires, dont ils n'avaient pas doté le pays. Ce qui, à ce tournant, leur aurait donné les moyens de leur politique de lutte contre cette pandémie. Si telle était l'idée derrière l'octroi de l'aide humanitaire in extremis à notre pays, c'est vraiment ne pas connaître ces hommes et femmes qui ont systématiquement détourné les ressources du pays, tout en bénéficiant d'un certain appui international.

D'aucuns décideront de porter leur jugement sur la décision de fournir une aide pour lutter contre le COVID-19, qui sera loin d'être suffisante. Surtout quand, de l'avis de plus d'un, des garde-fous n'ont pas été mis en place pour empêcher que le réflexe de kleptomane de Jovenel Moïse et de son équipe ne soit déclenché sur les fonds mis à la disposition du pays, dans le cadre de la lutte contre la pandémie.

C'est sans doute en connaissance de cause que le gouvernement améri-

cain ait pris la précaution de confier les fonds de l'aide de USD 75,5 millions \$ qu'il a accordée à Haïti à deux Organisations non gouvernementales (ONG), aux fins d'assurer le décaissement. Afin que nul n'en ignore, l'annonce de cette décision a été faite dans un communiqué rédigé en français, en créole et en anglais. Les autres organisations, qui ont donné leurs contributions à cet effort, le FMI, la BM et la BID, n'ont pas indiqué quel protocole sera utilisé pour avoir l'assurance que les fonds décaissés en faveur d'Haïti ne seront pas détournés à des fins personnelles. Comme c'est le cas pour les millions sortis du compte PetroCaribe, ainsi que des fonds destinés à d'autres projets n'ayant pas abouti à leur destination.

Cela nous préoccupe davantage de penser au sort qui a été fait aux sommes promises à Haïti par la communauté internationale, suite au tremblement de terre de janvier 2010. Il s'agissait de plus de USD 11 milliards \$, décaissées en partie, sans avoir été jamais comptabilisées à ce jour.

En clair, le fait de savoir qu'ils ont affaire à des détournateurs de fonds professionnels, au pouvoir, en Haïti, les donateurs de l'aide humanitaire ont hésité à voler au secours de notre peuple. Cela fera souffrir ce dernier, dont bon nombre ne bénéficieront pas des résultats des investissements en soins qu'ils n'auront pas reçus à temps. Là encore, il y a de quoi trouver les moyens d'infliger les justes punitions que méritent ceux qui, par leur friponnerie, ont mis en danger la vie des citoyens et citoyennes haïtiens. Par leur gloutonnerie, ils ont aussi sapé l'efficacité de la lutte contre le coronavirus.

HAÏTI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N

Y 11435-6235 Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Rue St. Joseph, Cassaville
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Joan-Claude Vallbona
13 K Avenue Faidherbe, 81 St Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
☐ \$73.00 US, pour six (6) mois
☐ \$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 73 EURO\$, pour six (6) mois
☐ 125 EURO\$, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/Ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.

EDITORIAL



In the era of COVID-19, a kleptomaniac power in Haiti causes the nation to suffer

The tolerance that Jovenel Moïse enjoyed, allowing him to be sworn-in as Head of State while under indictment for money laundering, has come back to haunt him in this era of COVID-19. But, it's really the Haitian people who are paying the price of their leader's greed. Faced with a financial shortfall, the ruling team isn't trusted by the "friendly countries" of Haiti. Neither are they by the international financial institutions. Whatever aid is given won't go directly to the leaders of the country. To wit, despite the assistance offered to our country in the fight against coronavirus, the Haitian president is still struggling to pay the State's debts or to receive equipment and material ordered abroad in advance of a major onslaught of the pandemic.

Indeed, the international community, especially the so-called friends of Haiti and the international financial institutions, such as the International Monetary Fund (IMF), the World Bank (WB) or the Inter-American Development Bank (IDB,) have not fallen into the trap of President Moïse complaining of being in a financial bind. For most of *The Banana Man's* presidency, they have held him high, never fully doing what he would want them to do. If, by chance, they make a humanitarian gesture, it amounts to crumbs, insufficient to save him from embarrassment. Despite the many signs of distress waved at them, the international biggies have paid no attention, letting President Moïse and his team stew in their financial mess.

While feigning to ignore that the fellow in charge at the Haitian National Palace is a "president indicted for money laundering," the international community refrains from cooperating with him as had been done in the past with other Haitian governments. It's down to practically zero as far as aid from the diplomatic missions in Haiti of the United States and of the European Union. The IMF, the WB, and the IDB haven't followed up on agreements reached with Haiti. Case in point, the indefinite postponement of implementing the Staff Agreement that was signed with the International Monetary Fund shortly before Henry Céant was ousted as Prime Minister. The date of the first disbursement of \$45.3 million in September 2019 was postponed. And the total amount of the \$229 million loan stipulated in the contract was never implemented. That was the last of such contracts negotiated with the ruling PHTK regime.

As if his status of "indicted president" wasn't enough to make him an undesirable for Haiti's traditional lenders, the revelation about his role in the embezzlement of the \$4.2 billion PetroCaribe Fund further undermined his standing with Haiti's international partners. Even Donald Trump hasn't gotten him out of the

financial mess in which he's trapped. Notwithstanding that the American president had succeeded in winning him away from Venezuelan President Nicolás Maduro, his benefactor, yea his "brother," now considered his only "enemy" in the world. Despite throwing himself into the arms of the American president, President Moïse has witnessed the drying up of the source of millions he had when he was an ally of the Venezuelan Head of State. Before having been seduced by President Trump, he had been welcomed officially by his then "brother" in Caracas where he had gone asking for help whenever he needed to get out of his dire economic fix.

Reportedly, the Central Fiscal Reference Unit (UCREF), the official anti-corruption watchdog, had found enough wrongdoing on his part to send his case to the Department of Justice which indicted businessperson Moïse of money laundering even before was proclaimed president in the 2016 elections. He was sworn-in anyway on February 7, 2017. His previous activities pale in comparison to the abuses with which he's been charged since his swearing-in. His presidency is tainted by scandals of corruption. A master embezzler of public funds and collector of bribes, he and his political allies have been seen by all as they've plunged in nefarious activities. His many abuses are also known to foreign observers, with diplomats posted in Haiti presenting detailed reports about the issues to their respective governments. As some of the Haitian president's apologists claim, ideology has nothing to do with the indifference shown by the international community in the face of economic distress that has characterized the various governments formed under Jovenel Moïse's watch. Rather, their attitude is rooted in rejection of the ruling teams who specialize in organized theft at the expense of Haiti's meager resources.

Indeed, the suspiciously large sums of money earned by Jovenel Moïse before he was elected president, the looting of the PetroCaribe Fund and the millions collected in the various illegal operations during the 38 months of his presidency give donors reasons enough to blacklist his regime.

That is why, with the advent of the COVID-19 pandemic, Haiti's traditional humanitarian donors and lenders have not rushed with aid to our country, as they might have done in the past. Meanwhile, in some diplomatic circles in Port-au-Prince, rumors persist that the recent decision of some international entities to announce humanitarian aid contributions for the Haitian people has been done to avoid a "revolt" in the country.

Anyway, some of the donors thought that the Haitian leaders, with President Moïse in the lead, would

have had a patriotic awakening, which would have led to repatriation of large sums of money that they stole and which are currently accumulating interests in offshore banks. This would have helped in building mobile or temporary hospitals and hospital centers, something they failed to do during their years in power. For had they done so then, now they would have the means to implement their policy to fight the pandemic. However, at the last minute, some humanitarian aid has been granted to Haiti, with the same folks still in power, those experts who systematically divert the resources intended for the Haitian people. Obviously, they still can count on some international support.

Certainly, some analysts will wonder about the decision to provide such puny assistance to fight COVID-19, asserting that it's far from being sufficient. Many think that safeguards haven't been put in place to prevent Jovenel Moïse and his team from grabbing for themselves some or most of the funds made available to the country to fight the pandemic.

No doubt, this is why the U.S. government took the precaution of entrusting the latest \$75.5 million in aid announced for the Haitian people to two Non-Governmental Organizations (NGOs), to ensure their disbursement. For the record, we'll point out that the latest U.S. decision was announced in a press release

issued in French, Creole and English. The other organizations, which contributed to this effort—the IMF, the WB and the IDB—did, not indicate what protocol will be used to ensure that the funds disbursed to Haiti will not be diverted for personal use. As is the case with the millions that were taken out of the PetroCaribe Fund, as well as funds for other projects that did not end up where they were supposed to land.

(Our doubts are compounded when we think about the millions, even billions, pledged by the international community, some of which has been disbursed, but most of it still unaccounted for a decade later. That was more than \$11 billion, almost three times the amount of the Petro-Caribe Fund!)

Simply put, knowing that they are dealing with professional embezzlers ruling in Haiti, the donors of humanitarian aid have been reluctant to come to the rescue of our people. This will cause many to suffer, because they will not benefit from the investments in healthcare that they will not have received in time. Once again, we believe that due punishment is a must for those who have endangered the lives of Haitian citizens through their financial shenanigans. Their past actions are now jeopardizing the management of new aid to fight the onslaught of the deadly coronavirus.

HAITI OBSERVATEUR

Le manke gid, pèp la gwe

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8^e Et Aptt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1^{ère} classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1^{ère} classe
☐ \$73.00 US, pour six (6) mois
☐ \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

LA GESTION CALAMITEUSE DU COVIC-19

Le Forum patriotique de Papaye dénonce le régime Moïse-Jouthe

À l'observation des décisions du pouvoir en place, des actes qu'il a posés et ses promesses fallacieuses, dans la gestion de la campagne contre la pandémie du COVIC-19, sa gestion calamiteuse de cette crise sans précédent n'est un secret pour personne en Haïti. Mais les dénonciations exposées par le Forum patriotique de Papaye mettent un éclairage direct sur les méfaits de Jovenel Moïse et de ses hommes dans ce dossier. Les données fournies par l'équipe de LA PAPDA par rapport aux initiatives menées par l'administration Moïse-Jouthe mettent au grand jour tant les failles des hommes et femmes au pouvoir que les maigres orchestrées par l'Exécutif et ses alliés politiques, dans la gestion de l'état d'urgence sanitaire décrété par Jovenel Moïse.

H-O publie, dans son intégralité la déclaration formelle de la PAPDA, qui suit.

FORUM PATRIOTIQUE DE PAPAYE

Note de presse

« Un mois après l'Arrêté présidentiel mettant le pays en état d'urgence sanitaire, le Forum Patriotique de Papaye constate qu'aucune disposition sérieuse n'a été prise par le gouvernement Moïse/Jouthe pour protéger la population de la COVID-19 qui sème le deuil dans le monde entier.

« En raison de son caractère

recevoir des soins, les centres où diriger les cas plus graves.

« La population et le personnel soignant dénoncent sans cesse le délabrement des établissements de santé publique à travers tout le pays. Ils sont littéralement à l'abandon. La majorité du personnel soignant est continuellement mobilisée pour protester contre leurs mauvaises conditions de travail et le retard, parfois de plusieurs mois, dans le paiement de leurs salaires. Les directions de ces hôpitaux répètent continuellement que le Ministère de la Santé Publique ne



Camille Chalmers.

les a pas encore formellement impliqués dans sa stratégie de lutte contre la COVID-19. C'est à peu près le même schéma pour les hôpitaux privés. L'Etat n'a pas encore pris contact avec eux.

les mains de quelques ONG internationales.

Aujourd'hui, on reconnaît que les pays qui se défendent le

néral, les hôpitaux départementaux et quelques autres établissements publics disposent de tout le personnel nécessaire. Ce qui leur

que l'auto-prise en charge est indispensable. A cette fin, le Forum Patriotique de Papaye continue à mettre sur pied des comités de



Lors des activités de sensibilisation au coronavirus, dans la commune de Limonade, le personnel de PAPDA et de AFIDEPLA observe strictement le protocole de distanciation.

mieux contre cette pandémie sont ceux où l'Etat investit beaucoup dans le secteur public de la santé. On y compte moins de morts. Cette donnée incite tous les pays à suivre cette voie, même les pays champions du néolibéralisme. Malgré tout, le Gouvernement a décidé de remettre le sort de la population entre les mains de deux ONG internationales.

manque, ce sont les moyens de fonctionner, l'équipement et l'encadrement. Si le pouvoir PHTK persiste dans cette voie, il pourrait être responsable de la mort de plusieurs milliers de personnes sur le sol des hôpitaux publics, sans aucun soin, tandis toutes les ressources seraient concentrées entre les mains de deux ONG étrangères qui disposent déjà d'importants financements.

« Après l'argent de la CIRH, après l'argent du Fonds Petrocaribe, après l'argent de la Dermalog, la population ne sera pas victime d'un 4e scandale de corruption aux mains de ces mêmes malfaiteurs. Ce coup ne passera pas. A la place des propos démagogiques d'apprentis dictateurs et d'affamés de pouvoir, au lieu de bulletins d'informations qui jettent encore plus de confusion, la population attend des réponses claires sur les lieux de dépistage dans chaque département, les lieux où emmener ceux qui montrent des symptômes de la COVID-19, les lieux où emmener les cas plus graves et ce qui doit se faire dans le cas de personnes décédées à la maison en raison du Corona Virus.

« Le Forum Patriotique de Papaye élève la voix pour dénoncer ce scandale qui n'a qu'un seul objectif: permettre aux dirigeants racketteurs de rester au pouvoir en facilitant le pillage des ressources du pays par leurs patrons étrangers. Cette pandémie vient renforcer la conviction de la population sur les signes distinctifs du pouvoir PHTK. C'est un pouvoir servile qui défend les intérêts cyniques de ses patrons étrangers. Hâter la réouverture des usines d'assemblage, sans qu'aucune disposition n'ait été prise pour protéger les ouvriers-ères, alors que le pays est dans la première phase de l'épidémie, et accepter que les Etats-Unis continuent à déporter des gens en Haïti, ce sont là deux exemples qui montrent que le pouvoir PHTK représente une menace dangereuse pour la vie de la population.

« Le Forum Patriotique de Papaye répète une fois de plus

solidarité dans tous les départements du pays pour mener la lutte contre le Corona virus, pour sensibiliser et informer la population sur toutes les précautions qu'elle doit prendre pour bloquer le Corona Virus, tout en se mobilisant pour exiger que l'Etat renforce les structures de santé publique à travers tout le pays, afin que toute personne contaminée puisse trouver davantage de soins, et non que seulement quelques cas profitent des hôpitaux des ONG internationales.

« La bataille contre le Corona virus est une étape dans la bataille plus globale qui devrait permettre que l'organisation du peuple se renforce pour déraciner tous les types de virus qui empêchent la population d'accéder au bien-être pour lequel elle se bat.

« Port-au-Prince, le 20 avril 2020

« Pour le Comité de suivi du FORUM PATRIOTIQUE DE PAPAYE

« Chavannes Jean-Baptiste, Camille Chalmers, Jean William Jeanty, Ens Jowel Jean-Pierre, Sabine Manigat, David Des-cieux, Dominique St Eloie, Freud Jean ».

Sans nul doute, ce document devrait ouvrir les yeux du peuple haïtien sur la gestion calamiteuse de la pandémie du COVID-19 par le tandem Moïse-Joute. Plus important encore, les pays et institutions internationales qui volent au secours d'Haïti en contribuant d'importantes sommes d'argent à la lutte contre le virus mortel, alors que les autorités du pays ont gaspillé les ressources du pays, doivent se mettre à l'écoute des faits transmis dans le rapport de la PAPDA. Il faut absolument que la transparence prévaille dans la manière dont s'effectuent les décaissements de fonds aussi bien que par rapport aux contrats relatifs aux commandes d'équipements et de fournitures sanitaires. En sus en ce qui concerne d'autres accords liés au programme de lutte contre le COVID-19.



PAPDA et AFIDEPLA à l'oeuvre, dans la commune de Limonade, la distanciation strictement observée.

servile, le pouvoir PHTK avait déjà raté la possibilité d'empêcher l'entrée de cette maladie dans le pays en n'interdisant pas l'arrivée des vols des Etats-Unis. Depuis l'annonce du premier cas de COVID-19, le Ministère de la Santé Publique publie le décompte des tests effectués, des cas positifs, des personnes en quarantaine. Cependant aucune information n'est donnée sur les lieux où on pourrait se faire tester dans les différents départements, les endroits où les malades en première phase pourraient

Face à ce mépris, les hôpitaux privés ont pris des dispositions pour ne pas se laisser approcher par les personnes atteintes de la COVID-19.

« Ce n'est que lors de la présentation de la 3^e commission spéciale de lutte contre le Corona Virus, la Commission Intersectorielle, et au cours d'une entrevue accordée par le Dr Paul Farmer, le responsable de l'ONG Zanmi Lasanté, que la population a commencé à comprendre la stratégie du Gouvernement Moïse/Jouthe : remettre le dossier entre

nales, le Centre Geskio à Port-au-Prince et Zanmi Lasanté à Mirebalais. Comme après le séisme du 12 janvier 2010, quand le pouvoir en place avait remis au Président Clinton le contrôle des fonds de la CIRH pour la reconstruction du pays.

« Les syndicats dans les hôpitaux publics ont dénoncé cette situation de toutes leurs forces. Ils ont fait savoir que ces deux hôpitaux n'ont ni assez de lits, ni assez de médecins, ni assez d'infirmières pour recevoir tous ceux que cette pandémie pourrait frapper, tandis que l'Hôpital Gé-

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Berne ne dément pas temps présent sur l'Opération Rubicon

DANS UN DOCUMENTAIRE SUR LE RAPPORT D'ESPIONNAGE

Par Dan Albertini

Entre (), Rome-histoire : « la décision de Caius d'étendre la citoyenneté, redistribuerait de nombreuses cartes, notamment celle du corps électoral, de la propriété, et de la fortune. Les sénateurs, attaqués au cœur de leurs privilèges, votent un sénatus-consulte optimum, le décret ultime du Sénat, qui autorise par tous les moyens possibles l'élimination physique d'un ennemi de la République. Caius fuit et meurt, sans doute assassiné » : histoire du monde étudiée. Fermons ().

Ma question, en toute finesse : pourquoi Berne ne dément-elle pas après l'étalage du documentaire « **OPERATION RUBICON (RTS)** » de **Temps présent** ?

Pourquoi révéler aujourd'hui n'est-il pas fatalement gênant comme jadis ?

Pourquoi Xi est-il accusé par Sam, quand Opération Rubicon dénonce la CIA ?

Les applications anti spi sont-elles conçues pour protéger nos ordinateurs des intrus, toutes en sont réputées. Il est démontré absolument hors de tout doute que nos vies personnelles et d'entreprises y sont dès lors lues analysées organisées en archives statistiques et archives. Copie de sécurité, système de restauration, support externe, mais de notre responsabilité, en témoignent de la panoplie d'ulcères qui rongent nos secrets, nos confidences, nos entreprises.

Qui d'autre possède la copie sécurisée dite de preuve, c'est la garantie de la confidentialité de l'entreprise réputée vendeuse. En outre, que fait-on de ce fait, de nos données réputées de la partie du contrat (notion du contrat) d'acquisition ? Quand c'est l'État qui détient le monopole, il nous est aisé d'en savoir sur la traçabilité. Mais, quand il transfère l'autorité au privé dont l'intérêt éponyme

détermine l'acte dans son besoin de compétition, qui surveille alors la zone d'ombre pour nous garantir (le citoyen) par la notion du contrat de payeur de taxes (IRS), dans le respect de la démocratie revendiquée ? Ed Snowden en a longuement parlé, me semble-t-il, pour nous éclairer.

Combien de ces entreprises fantômes sont pour le compte de réseaux d'espionnage américain/allemand, source lucrative en tous sens, sans qu'on ne le sache tandis que l'acheteur paye pour le produit/service découlant de lois sur : l'industrie, la publicité, la protection de données personnelles, l'économie, les marchés, le commerce ?

La privatisation du statut d'États souverains après la coercition diplomatique, quelle gargote au monde quand la CIA s'immisce, aux E.U. alors ? La RTS ouvre carrément la boîte de pandore sur Berne quand tonton se tacle lui-même, certes. Et, Berlin l'alle...

Les rapports globaux font rage depuis les dernières élections présidentielles de 2016 aux E.U. Intrusion russe à la sauce Poutine dans le processus électoral (US). À peine voilée, Donald J Trump interrompt en demande réitérant ouvertement, faire croire à l'absurde. Demande reformulée à la Chine, à Wikileaks. Cela se passe dans le même laps où la RD voisine (CARICOM) vient de se faire épingle au grand jour, tôt le matin, et à la lumière du scrutin de municipales du 12 février dernier. La propagande globale fait soudain rage, tout le monde s'accuse mutuellement après le scandale étouffé de Volkswagen épingle lui-même dans un truquage électronique de logarithme inversé qui manipule les données du catalyseur afin de tromper sur le taux d'émission en matière de pollution. Volkswagen (Allemagne) dans Rubicon. Nous voilà une fois de plus, dans plus lourd que « Panama Papers » amplifié d'ENRON, de Lehmann Brother.

Criminalité étatique sur le ter-

ritoire d'États souverains, par le biais du produit vendu après fabrication, pour espionner rançonner. Faire croire à une industrie légale à un monde libre. Résultats : vols massifs, crimes par exemple en Iran, au Chili, au Pakistan, dixit Opération Rubicon ! Mais, il y a (L)(V)⁺ cadavres ici là.

On accuse alors Pékin-larouge : dumper des produits en rapport d'irrégularité. Cette guerre n'a pas convaincu, au contraire, même le céleri branche surgelé est importé. Le braconnage politique de flibustiers pervers qu'on a assisté au début de l'année au Sénat assermenté en module judiciaire avait pourtant tout révélé à l'avance. L'État a affiché sa marque de faiblesse, sa vulnérabilité. La même vertu qui réalise sans conteste l'opération Rubicon en Suisse, qui lisait toutes nos données connues depuis l'affaire Snowden, n'aurait pas lu ni validé ses propres données, au domestique, mais a laissé échoir près de (L)(V)⁺ macchabées pour fabriquer une nécropole moderne au péril du système du **greatest power** ? Mitch/Lindsey est si affable au crematorium ?

Que sait donc Moscou pour savoir se venger en semant la zizanie chez Ton, au point de rendre aveugle l'abbé-du-deal estimé l'abbé-croquemort ? Si l'oraison de la mort n'était chantée en mémorial électoral, Mitch/ Lind-

sey dirait encore : *bravo Donald* ?

Revenons à Rubicon, que sait l'Iran pour vouloir se réarmer, que sait le Chilien pour vouloir replonger dans l'ancien spectre, que fait DERMALOG pour vouloir frauder par anticipation les prochaines élections à Port-au-Prince, plus encore : silence à Berne !

Est-ce la guerre, quelle guerre alors pour quel butin du guerrier ?

Si la religion n'est pas citée ici, mais elle y est à travers l'homme de main qui trafique, travaille, transforme, thésaurise. Amusant, j'ai publié récemment que Pékin n'a pas d'apocalypse, même si bientôt la Bible sera un produit chinois vendu à 1 \$ car c'est la clé de la soumission de la majorité dans tout l'Occident. Hélas, j'ai publié aussi, vers 2002-2003, que si l'Amérique ne se réinvente pas, elle s'écroulera, la Chine créera ses nouveaux consommateurs réels chaque année sur vingt ans, ce sera déjà la fin. Gestion politique de nécropole new-yorkaise au pays *nécropolis*, est-ce ça : « *make America great again* » pour Joe le plombier ? Quand on a fait Opération Rubicon ? C'est l'Amer dans l'America... again !

Faut-il donc avoir peur ou avoir la foi, telle est la question qui demeure à la fin du film, quel

film, il faudra que ça soit vrai d'abord, mais Hollywood n'a pas de scénario sinon Cohen & Cohen est tombé parmi les siens. *Dr Phil aidera peut-être.*

Est-ce d'un cinéma ou le film d'horreur, il n'y a pas de doute, la trappe américaine se referme sur elle-même avec toutes les nuances que l'on connaît depuis la chute des empires de ce monde connu. Je ne parle pas là des non-collatéraux. Le monstre décrit dans toutes les thèses anti Américaines corrobore la chute accordée autrefois décrites dans Opération Rubicon, de ce gendarme du monde devenu si arrogant ?

Un autre est aux portes et semble bousculer quand on le bouscule. Il possède notre cerveau dans notre langue, nous ignorons par un cerveau simpliste : langue, langage.

Ne me croyez pas pro/anti, pour me pendre comme hérétique.

Soyons alors catho par les indulgences : *Oh, Santa-Maria de Arte ayez pitié de nous !*



DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

Examen Physique sur écoliers	Tumeur
Traitements pour douleurs,	Hémic
Fièvre	Circoncision
Immigration	Tests de sang et de
Planning familial	grossesse
Infection	Grippe

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦

Prix Abordable

TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

- PUBLIC CHARTER SCHOOLS, GRATIS,
- ENSKRIPSYON AP FÈT KOUNYE A

Pwofesè nou yo fòme pou travay ak ede elèv ke lang natif natal yo pa Anglè. Sèvis tradiksyon disponib egalman pou tout paran ki fè demann lan.

Nou ofri pwogram edikasyon espesyal ak sèvis yo nan bilding lekòl la oswa nan yon lokal Komite Edikasyon Espesyal la detèmine nan distri a.

APLIKE JODI A!

BROOKLYN DREAMS CHARTER SCHOOL
259 Parkville Avenue
Brooklyn, NY 11230
(718) 859-8400
BrooklynDreamsCharterSchool.org

BROOKLYN EXCELSIOR CHARTER SCHOOL
856 Quincy Street
Brooklyn, NY 11221
(718) 246-5681
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org

BROOKLYN SCHOLARS CHARTER SCHOOL
2635 Linden Boulevard
Brooklyn, NY 11208
(718) 348-9360
BrooklynScholarsCharterSchool.org

ENSKRIPSYON AP FINI 1^{YÉ} AVRIL 2020

LE COIN DE L'HISTOIRE

Les malheurs de la gourde haïtienne (suite)

Par Charles Dupuy

Suite à la publication de ma courte étude sur les malheurs de la gourde haïtienne, j'ai reçu plusieurs messages de la part des lecteurs dont un en particulier qui m'a rappelé qu'à l'époque où le ministre Marc Bazin dirigeait nos finances, celui-ci avait

déclaré qu'il n'était pas du tout dans l'intérêt d'Haïti que son économie soit « *dollarisée* », allant même jusqu'à prétendre que le taux de la gourde devait fluctuer de sorte qu'Haïti soit libre d'exercer sa propre politique monétaire.

Aujourd'hui que les fluctuations d'une gourde dépréciée plus que jamais ont ruiné l'é-

conomie du pays et rongé l'épargne des particuliers, on admettra que la thèse défendue par Marc Bazin, le brillant économiste de la Banque mondiale était, si j'ose le dire, complètement erronée.

Le même lecteur soutient qu'à son avis les Américains ne négocieront pas la remise en fonction de la Convention de 1919 pour les raisons suivantes: tout d'abord, 1) le président Trump a récemment taxé Haïti de « *shit hole country* », et aussi 2) à cause de certains facteurs macroéconomiques (production, balance commerciale, etc.) et finalement, 3) la santé économi-

que défaillante d'Haïti, qui est actuellement, soutient le lecteur, pire que sous les Duvalier. Je veux seulement rappeler ici que, pendant l'Occupation, une certaine commission Mayo, du nom de l'amiral qui la dirigeait, s'était rendue en Haïti afin d'enquêter sur les actes de barbarie perpétrés par les Marines dans le pays et que dénonçait la grande presse américaine.

Peu de jours après, prétextant qu'elle ne pouvait trouver aucune base sérieuse aux grossières accusations que l'on portait contre ces braves soldats américains, la commission Mayo plia bagages et conclut ses travaux sans

oublier de féliciter les Marines qui accomplissaient en Haïti, soutenait-elle, une besogne au-dessus de tout éloge. Un certain amiral Knapp, resté sur place pour terminer l'enquête, poussa même l'affront jusqu'à prétendre, dans son rapport, que les Haïtiens étaient tous... des cannibales ! Figurez-vous donc que c'est au moment même où les officiels américains nous traitaient publiquement de cannibales que Washington et Port-au-Prince signaient la fameuse Convention monétaire de 1919. **C. Dupuy** coindelhiste@gmail.com

LE CORRUPTEUR ET LE BANDIT, DEUX PUISSANTS VIRUS DÉSTABILISATEURS D'HAÏTI

Corruption en Haïti- Son origine avec l'homme du savoir

Par Renert Auguste

La corruption commence à partir de 12 ans d'âge avec un écolier. Premier cas de corruption : PETIT JEAN, un adolescent à intelligence moyenne vient de terminer ses études primaires à l'âge de 12 ans. Ses parents, n'ayant pas les moyens financiers pour payer une école secondaire privée, n'ont d'autres choix que de trouver un lycée. Selon la mentalité haïtienne « *orientée vers la corruption* », pour trouver une place dans un lycée, il faut un parrain ou une marraine, même si l'option de concours d'admission existe. N'ayant ni parrain, ni marraine, ses parents l'accompagnent à la recherche d'un intermédiaire à qui ils donnent de l'argent pour intégrer l'enfant au lycée.

Deuxième cas de corruption : PETIT JEAN, à l'âge de 18 ans, doit faire sa carte d'identité. La même mentalité lui fait comprendre que lorsqu'on dit DGI, si l'on ne s'oriente pas vers un intermédiaire « *raquetteur* », on risque de passer toute une journée et de retourner à la maison sans la pièce désirée. Arrivée à la DGI, chose dite, chose faite, il tombe sur une file d'attente bien longue dont, quelques raquetteurs. L'un d'entre eux lui fait les yeux doux et il ferme 100 gourdes dans sa main, alors que la pièce d'identité vaut également 100 gourdes. En quelques minutes, il a sa carte d'identité bien en main pendant que la ligne ne bouge pas.

Troisième cas de corruption : cette fois-ci, PETIT JEAN veut avoir son passeport, il doit d'abord aller aux archives nationales pour obtenir son extrait d'acte de naissance, retourner à la DGI pour le timbre-

passeport et ensuite à la Direction générale de l'Immigration pour le passeport. Pour ce parcours, il fait la même chose et dépense environs 600 gourdes en guise de paiement aux intermédiaires.

Quatrième cas de corruption avec la même personne : PETIT JEAN termine ses études classiques et doit entrer à l'université. Ses parents, ne pouvant payer un centre universitaire privé, passent par le même moyen utilisé pour permettre à son fils d'accéder au lycée ; mais cette fois-ci il choisit l'INHA-GHEI, ce qui l'oblige à déboursier beaucoup plus d'argent. Sachant que les études universitaires sont plus coûteuses.

Et voilà, c'est ce fameux produit qu'on aura comme : ministre, directeur général, sénateur, député et j'en passe. Quels résultats attend-on de cette personne ?

Le bandit, son origine avec un illettré

TI LARI est un enfant des rues, né d'une mendiante du centre-ville, plus précisément dans la zone du Champs de Mars, dans un petit corridor à côté du ciné Triomphe. Sa maman qui n'a personne pour lui venir en aide, le prend avec elle dans la rue pour mendier, alors qu'il a tout juste deux mois. Rappelons que le bloc du Champs de Mars est une zone très fréquentée par tous les officiels, sachant que c'est aussi la route qui mène au palais présidentiel. Les patrons des ministères comme : Affaires sociales et du Travail, Education nationale et de la Formation professionnelle, pour ne citer que ceux-là, ne pouvaient éviter avec leurs véhicules aux vitres teintées et parfois blindés, l'endroit où était assise la maman de TI LARI.

À l'âge de 5 ans, l'âge à partir

duquel TI LARI devrait être sur les bancs d'école, il était déjà dans la rue sans sa maman pour sa classe de mendicité. Triste tableau ! A huit (8) ans d'âge, tandis que ses demeures nuit et jours étaient le tour du Champs de Mars, la cigarette était déjà l'une de ses nourritures préférées. À partir de 10 ans il commence à se sentir insatisfait de ses rentrées comme mendiant. Aussi commence-t-il à s'orienter vers d'autres activités criminelles, comme le vol, par exemple. À 14 ans, TI LARI commence à voir plus clair et se sent mal à l'aise de dormir dans la rue. D'où sa décision d'aller retrouver sa mère dans le petit corridor où il était né. Trois ans plus tard, tandis qu'il commençait à bien s'entraîner auprès de ses amis et à avoir au moins deux copines dans son environnement amical (les rues), il com-

mence, de nouveau, à se voir inconfortable dans ce petit coin avec sa mère et pense à la déplacer. Mais, il faut de l'argent.

Débrouillard, il arrive à trouver des ressources nécessaires pour déplacer sa maman vers un quartier populaire, non loin du Champs de Mars où il se fait des amis plus matures qui l'accueillent à bras ouverts et l'intègrent dans le métier des armes. À l'âge de 18, TI LARI est déjà devenu BANDIT. Triste tableau !

Plus drôle et plus vexant dans cette histoire, des hommes et femmes de lettres, qui l'ignoraient, lui et sa mère, aux abords du Champs de Mars, vont l'utiliser comme arme multidimensionnelle pour grossir leur capital économique privé en détruisant le pays. Eh oui, comme le corrupteur est un bandit légal, il va exploiter le bandit illé-

gal, qui est, d'ailleurs, inconscient pour n'avoir eu la chance de s'asseoir sur un banc d'école, mais qui a quand même besoin d'argent pour fonctionner. Les voilà mis ensemble pour déstabiliser le pays.

Aujourd'hui, il est temps de stopper cette plaie à double phase qui ronge le pays depuis trois (3) décennies. Si l'on veut réellement reconstruire un pays qui s'appelle HAÏTI, on n'a pas besoin de pansement pour cette plaie si géante mais une opération majeure. Cette véritable opération ne doit pas être l'affaire d'un petit groupe, au pouvoir ou dans l'opposition, mais plutôt l'affaire de « *NOUS* », l'affaire de chaque Haïtien qui est conscient de la situation où nous nous trouvons aujourd'hui.

Qu'est-ce que l'on devrait faire ? (A suivre)...

R. A.

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 FRANKLIN AVE. (BL. UNION & PRESIDENT)

FRANTZSTUDIO.COM

Over 25 Years of serving the community!

Satisfaction Guaranteed

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

KOMISYON ANGAJMAN SIVIK (CIVIC ENGAGEMENT COMMISSION) AVI SOU REYINYON PIBLIK

Mèkredi, 29 janvye 2020 a 11AM
22 Rodee Street, Spector Hall, New York, NY
Borough nan Manhattan
New York, NY 10007

Komisyon Angajman Sivik (Civic Engagement Commission, CEC) a pral òganize yon reyinyon piblik a 11 è an nan jou mèkredi, 29 janvye 2020 la, nan 22 Rodee Street, Spector Hall. Komisyon an pral diskite sou metodoloji ki pwopozè a pou Pwogram Asistans pou Lang nan Qiwa lokal la ki pral bay entèprèt nan biwo vòt Vil New York yo pou ede vòtè yo ki pa pale anglè byen (LEP) ki depoze yon bilten vòt.

Nan mwè novanm 2018, elektè Vil New York yo te apwouve reyinyon nan Chat la ki te etabli Komisyon Angajman Sivik Vil New York la, ke w ka jwenn nan <https://nyc-charter-readthedocs.io/en/latest/c79/index.html>. Objektif Komisyon an se pou ankouraje patisipasyon sivik atravè divès inisyativ, ki gen ladan yo: planifikasyon bidjè defason patisipatif, elajisman sèvis entèprètasyon nan biwo vòt yo ak asistans pou konsèy komitè yo.

Pou jwenn plis enfòmasyon sou Komisyon an, tanpri ale sou <https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/index.page> Komisyon an.

Mann piblik la ka vini nan reyinyon sa a. CEC pral akòde yon peryòd tan nan fen reyinyon an pou piblik la fè kòmantè ki gen rapò avèk misyon ak aktivite Komisyon an. Tanpri note byen ke limit tan piblik la ap genyen pou fè kòmantè yo se twa minit. Tan sa a se tan pou fè kòmantè men pa pou pote kesyon ni bay respons. Pou nou facilite senkronizasyon kòmantè yo nan yon metòd ki annòd, tanpri voye yon imèl ki gen nan w ak afilyasyon w, pou w ka enskri pou pataje kòmantè w yo, nan info@civicengagement.nyc.gov avan 5pm, nan lendi, 27 janvye.

E si mwèn bezwen asistans pou m patisipe nan reyinyon an? Lokal kote y ap fè reyinyon an aksepte pou moun ki sou chèz woulant oswa k ap itilize lit aparèy pou deplasman. Pral gen sistèm bouk pou endiksyon ak entèprèt ki espesyalize nan Langaj Siy Ameriken (ASL) k ap disponib, sou demann. Pral gen sèvis entèprètasyon gratis k ap disponib nan lang Panyòl. Ap gen sèvis entèprètasyon nan lòt lang tou k ap disponib, sou demann. Tanpri fè jante demann sa yo oswa lòt kalite demann pou aksesibilite pa pita ke 5pm, nan jedi, 23 janvye, 2020, lè w voye yon imèl nan info@civicengagement.nyc.gov oswa rele nan (712) 788-6574.

Piblik la ka gade yon transmisyon andirèk pou reyinyon sa a e yo ka gade tou ansyen reyinyon ak odyans Komisyon an te òganize, sou sitwèb Komisyon an, nan <https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/meetings/meeting-notice-2019-06-19.page>.

NYC Civic Engagement Commission

OU ABITE NAN NYC?

WI, ranpli
resansman an.

Plis rezidan Nouyòk ki ranpli resansman
an, se plis lajan nou pral resevwa pou:

- Lekòl
- Sant pou Granmoun Aje
- Wout ak Pon
- Lojman
- Travay
- Lopital

PA GEN OKENN KESYON SOU IMIGRASYON OSWA SITWAYÈNTE

RESANSMAN AN FASIL E SAN DANJE

Ranplil kounye a nan [My2020census.gov](https://my2020census.gov) oswa rele nan 1-844-477-2020.



10 KESYON SÈLMAN:

- Ranplil sou entènèt la
- Nan telefòn
- Pa lapòs



PA GEN OKENN KESYON SOU:

- Imigrasyon
- Sitwayènte
- Travay ou
- Nimewo Sekirite Sosyal



SELON LALWA, YO PA KAPAB PATAJE REPONS OU YO:

- Pa avèk ICE
- Pa avèk mèt kay kote w rete a
- Pa avèk lapolis
- Pa avèk pyès moun

#GetCountedNYC



NOUVELLES BRÈVES

Un record: Plus d'un million d'infectés du COVID-19 aux États-Unis et 57 000 décès

Lest États-Unis, à la une depuis des semaines, ayant pris les devants en tant que pays le plus frappé par la pandémie du coronavirus, ou COVID-19, vient de franchir la barre d'un million d'infectés. C'est ce qu'a indiqué l'Université Johns Hopkins, de Baltimore, Maryland, qui suit de près l'évolution du virus mortel qui fait des ravages de par le monde depuis que la Chine continentale a annoncé sa présence, vers la mi-décembre, à Wuhan, dans la province de Hubei.

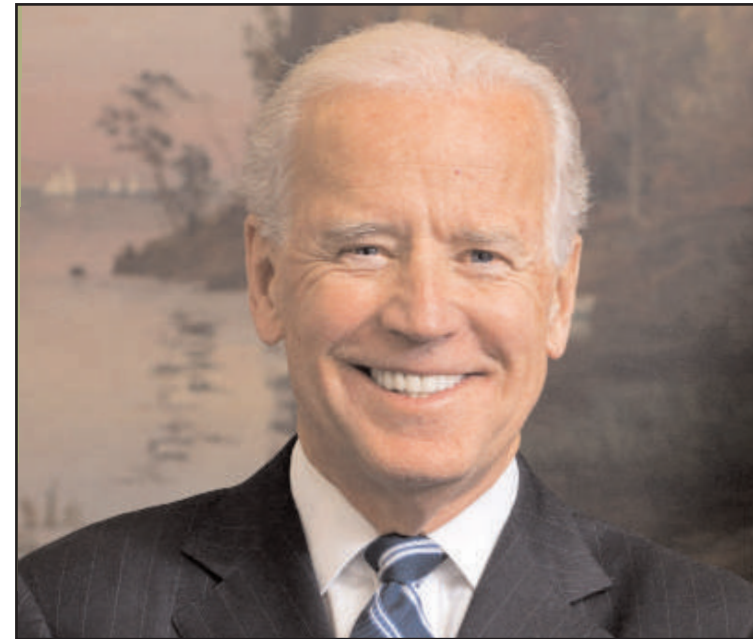
En effet, c'est hier après-midi, mardi 28 avril, que Johns Hopkins a annoncé que le nombre d'infectés aux E.U., à ce jour, était de 1 002 495 avec 57 000 décès pour tout le pays. L'état de New York vient en tête de liste avec 295 106 cas d'infectés et 15 302 décès. Mais l'épicentre c'est bien la ville de New York, où, selon les données du département de la santé de la cité, il y avait 157 713 cas d'infectés confirmés, soit 53 % du total pour tout l'état. Le nombre de décès confirmés dans les cinq communes (Bronx, Brooklyn, Manhattan, Queens et Staten Island) est de 11 820. Mais ce n'est pas toute la vérité, car les autorités sanitaires mentionnent aussi 5 305 autres décès, sans doute des gens qui sont morts chez eux.

Mais la lueur d'espoir, dont a parlé le gouverneur Andrew Cuomo, se précise par le nombre de décès, toujours à la baisse. Ainsi, pour les 24 heures, entre lundi et mardi, seulement 335 décès ont été enregistrés pour tout l'état, bien en deçà de ce qu'il a été trois semaines plus tôt, quand le nombre ne faisait que grimper jusqu'à atteindre quelque 800 morts dans une seule journée. Et la baisse a commencé, systématiquement.

Au train où vont les choses, la date du 15 mai retenue par le gouverneur pour une reprise, par étapes, des activités, était basée sur une analyse scientifique presque sans faille. Les résultats ne feront pas attendre longtemps. Dire que la performance du gouverneur Cuomo durant cette épreuve lui vaut les vivats de ses concitoyens qui l'approuvent à 77 %, selon les sondages.

On n'oubliera que c'est lui qui avait tenu tête au président Trump, quand celui-ci revendiquait « toute l'autorité » pour procéder à la reprise des activités à travers le pays. Non, il n'est pas question d'un « *Sa Majesté Trump* », devait rétorquer le gouverneur. Il reviendra aux gouverneurs des états de décider pour leurs régions spécifiques à quand procéder à la reprise des activités, dites « *réouverture du pays* », ajoutait-il. Ce qui, de fait, est la

politique suivie actuellement pendant que certains états, tels Georgia, Tennessee, Texas et autres, reprennent les activités à pas feutrés. C'est toute une



L'ex-président Joseph Biden, le candidat démocrate aux prochaines élections présidentielles.

autre histoire.

On soulignera qu'à l'échelle mondiale, selon les statistiques fournies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) jusqu'au mardi 28 avril, la pandémie s'est répandue dans 213 pays et territoires

« Commission multisectorielle » mise en place par le président Jovenel Moïse pour aider le pays à traverser ce cap difficile. Selon une interview accor-

dée au quotidien *Le Nouvelliste*, le 23 avril, le Dr. Pape envisage deux scénarios pour le pays, s'agissant d'un assaut du COVID-19. Se basant sur des modèles de l'Université Oxford, en Angleterre, et de l'Université Cornell, dans l'é-



Le président américain Donald Trump, le candidat républicain aux prochaines présidentielles.

de par le monde, le nombre d'infectés se situant, ce jour-là, à 2 959 929, des chiffres qui, sans doute, dépasseront les trois millions au moment que vous lisez ces lignes. Le nombre de décès confirmés s'élevait à 202 733, soit 6,8 % des personnes ayant été infectées, surtout les gens âgés de plus de 60 ans.

***Vu les déclarations du Dr. William Pape, Haïti doit s'attendre au pire dans les prochains jours**

Les statistiques du ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP), jusqu'au dimanche, 26 avril, affirmaient 74 cas d'infectés du COVID-19, six décès et sept personnes guéries. Pourtant, le pire est en perspective, selon les dires du Dr. William Pape, du Centre Gheskio, nommé co-directeur, avec le Dr. Launé Adrien, de la

de la Croix des Bouquets, au nord de la capitale, recouvert de feuillage, pour au moins suppléer au manque de lits d'hôpitaux. L'irresponsabilité des gouvernants d'Haïti saute aux yeux. (Voir les éditoriaux en français et en anglais aux pages 10 et 11 concernant l'aide étrangère à l'ère du COVID-19 et à quoi s'attendre).

***COVID-19 ou pas, la politique continue sans désespérer; le candidat démocrate Biden est appuyé par Hillary Clinton.** La candidate démocrate malheureuse, face au candidat Donald Trump, en 2016, a endossé, hier, mardi 28 avril, Joseph « Joe » Biden, le vice-président sous la présidence de Barack Obama. Ce n'est pas une mince affaire, car tout en baissant pavillon devant le candidat républicain qui avait raflé le vote au « Collège électoral », elle avait gagné la majorité du vote populaire, soit trois millions de plus que son rival. On ne saurait dire que tous les adeptes de Mme Clinton se rangeront derrière Joe Biden, mais il s'agit d'un appui d'une grande importance, surtout à ce stade de la campagne, six mois avant les joutes électorales prévues pour le 3 novembre.

La semaine dernière, M. Biden a laissé entendre que le président Trump pourrait évoquer la crise du COVID-19 pour ajourner les élections présidentielles, ce que les démocrates commencent à dénoncer. Si le président s'entête à reprendre les activités économiques le plus tôt possible, pourquoi avoir peur des élections de novembre ? C'est que les sondages d'opinion lui sont très défavorables, ces jours-ci. Il voudrait voir une reprise en bonne et due forme de l'économie, qui serait, selon les analystes, en sa faveur.

En tout cas, les démocrates s'apprêtent à se réunir en Convention nationale dans le Midwest américain, à Milwaukee, dans le Minnesota, du 13 au 16 juillet prochain pour couronner officiellement leur candidat Joseph Biden qui devra faire face au président Trump aux prochaines élections. Par contre, les républicains ont choisi une ville du Sud, Charlotte, en Caroline du Nord où, jusqu'à nouvel ordre, ils se réuniront les 24-27 août prochain pour rendre officielle la candidature de Donald Trump à sa réélection pour les prochains quatre ans. On est dans l'attente.

***Dans son discours à la nation, lundi après-midi, 27 avril, le président Jovenel Moïse, surnommé « Homme promesse », a fait beaucoup de promesses.** Demandant, en tout premier lieu, aux Haïtiens de partout, de faire du « *tèt ansanm* » à l'approche de « *l'ennemi invisible, l'assassin* » COVID-19 « qui existe vraiment », il a remercié ceux

qui se sacrifient pour sauver la vie de leurs concitoyens. Aussi a-t-il profité pour faire des annonces à plaire beaucoup de gens, pourvu que ce ne soit pas les mêmes promesses non tenues, telle de l'électricité « 24 heures sur sept jours dans les 24 mois ! » Voici, en vrac de quoi il s'agit :

*Trois mille gourdes (3 000 Gdes) pour un million cinq cents familles nécessiteuses tant dans les villes qu'à la campagne. La distribution dans quatre départements, qui n'ont pas été indiqués, commencera à se faire cette semaine.

*FAES, le Fonds d'assistance économique et social, distribuera de la nourriture aux nécessiteux un peu partout, surtout dans les îles adjacentes, telles La Gonâve, La Tortue, Ile à Vaches et autres.

*Deux millions de gourdes pour les employés des usines de la sous-traitance qui avaient été licenciés, suite aux mesures prises en vue de leur protection contre les assauts du COVID-19. Une promesse faite plus d'un mois, maintenant renouvelée. Quelque 54 000 travailleurs recevront une enveloppe bien garnie.

*Le paiement d'arriérés de salaire aux policiers, enseignants, travailleurs de la santé et autres. En ce qui a trait aux policiers, il a mentionné 1 700 chèques pour des agents qui avaient droit à des augmentations de salaire, ce depuis octobre 2018.

*Les équipements et fournitures commandés à l'étranger, pour se préparer à faire face à la pandémie et qui se faisaient attendre, arriveront — par avion — dès le 1er mai, ce vendredi !

*Et pensant déjà à l'après COVID-19, il exhorte les paysans à faire une révolution pacifique, savoir de mettre ensemble leurs lopins de terre en superficie de 500 carreaux (environ 607 hectares) pour une économie agricole efficace. Et le gouvernement leur apportera son concours, y compris des pompes à soleil pour l'irrigation des terrains.

*Et au Ministère de l'Agriculture de continuer le labourage des terres pour l'ensemencement des plantes vivrières pouvant produire dans les trois mois.

Apparemment, le gouvernement compte beaucoup sur les USD 111,6 millions \$ du Fonds monétaire international (FMI), les USD 75,5 millions \$ de la USAID, les USD 50 millions \$ de la Banque mondiale (BM) et combiné de la Banque interaméricaine de développement (BID). Et l'Union Européenne (UE) se fait attendre. On voudrait croire que les donateurs de l'aide ne permettront le dépeçage de leurs millions destinés au peuple haïtien par une équipe gouvernementale truffée d'experts en détournement de fonds.

Pierre Quiroule II, 29 avril 2020